

• LE LIBAN DANS LA FAUSSE PAIX

Lire en page 12 le reportage de Jean Lermet et Yomna El Khalil

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

Jeudi 8 septembre 1977 - N° 501

Commission paritaire n° 56942 - Tél : 636.73.76

1,70 F

Allemagne



Déchainement du terrorisme policier

Perquisitions dans les cellules des prisonniers de la fraction Armée Rouge, descente de police, renforcement des conditions de détention des prisonniers politiques, arrestation de deux suspects, chasse à l'homme lancée contre deux avocats, les mesures prises par l'état-major de crise comprenant les chefs de l'opposition, regroupés autour de Schmidt.

L'ultimatum reçu mardi soir par le gouvernement exigerait la libération de 14 prisonniers politiques avant mercredi après-midi, en échange de la vie de Schleier.

Dans la matinée, Willy Brandt se portait au secours de Schmidt en lançant un appel à la jeunesse dans lequel il rejetait sur elle la responsabilité des mesures policières prises par le gouvernement, et par lui-même lorsqu'il le dirigeait.

(Voir p. 9 l'article de
notre correspondant en
Allemagne)

MONTEFIBRE

- 50 tonnes de fuel livrées hier
- 2 envoyés de la Montedison devant le CE

Mercredi matin, 2 représentants de la direction générale de Montefibre remplaçaient Casali, directeur de Montefibre, devant le Comité d'Entreprise. Jeudi soir, le problème

du fuel sera de nouveau posé, les 50 tonnes livrées n'alimentant les colonnes de polymérisation que pour 2 jours.

(Voir p. 3)

Budget 78:

CORTEGE DE HAUSSES

Tabac plus cher, essence plus chère, vignette plus chère

Les différents membres du gouvernement, Barre en tête, qui s'efforcent d'expliquer les mesures budgétaires pour 78 adoptées au conseil des ministres de mercredi ont quelques difficultés. Budget conforme aux mesures «de redressement de l'économie» dit Barre, qui s'efforce ainsi de justifier un déficit initial que Giscard refusait jusqu'alors. Mais la rigueur, si elle reste le lot subi des travailleurs, est quelque peu bousculée par les mesures de stimulation destinées au pa-

tronat: plus d'investissements publics, un certain nombre de facilités fiscales pour les artisans et les patrons, et un taux de croissance envisagé (plus de 4%) supérieur aux résultats des précédents plans Barre... C'est que la bourgeoisie au pouvoir a bien des difficultés à voir au delà des législatives, quoi qu'en dise Barre.

Le temps est fini où le fameux assainissement était envisagé à long terme: après l'insuccès des plans Barre I et Barre II, il faut bien ouvrir quelques perspectives pour gagner des voix.

Quand on sait que les budgets, en équilibre au départ, de 76 et 77 se traduisent par des déficits finaux de 35 et 20 milliards, on mesure mieux le caractère à court terme et sans perspective de ce budget 78. Il reste un point sur lequel Barre ne recule pas: sa rigueur face au pouvoir d'achat des travailleurs: augmentations entre 10 et 20 % de l'essence, de la vignette, du tabac, des impôts.

On peut penser que la gauche qui pourrait hériter de ce budget n'envisagera pas de ramener le prix des cigarettes ou de l'essence à leur niveau antérieur. Ce n'est pas inscrit au calendrier.

La méthode choisie est plus que classique: on envisage plus de dépenses qu'il n'y a de recettes. Sur un total de 400 milliards, 17 milliards de déficit, dont 9 couverts par des impôts et taxes supplémentaires.

Apalategui libéré



Sa détermination et celle du peuple basque ont arraché Miguel de la prison des Baumettes à Marseille. C'était lundi que la deuxième demande de mise en liberté formulée par Apalategui a été examinée par la chambre d'accusation qui siégeait dans le cadre de la Cour d'Assise d'Aix-en-Provence.

Plusieurs centaines de manifestants étaient venus l'accueillir à la sortie du tribunal. Apalategui est maintenant sous contrôle judiciaire et devra résider sous la «protection» du vicaire épiscopal.

(Voir p. 6)

Gauche : rififi à la mairie de Thionville

En annonçant son adhésion au PCF, le conseiller municipal de Thionville, ex-CERES, transforme le rapport de forces au sein d'une municipalité d'Union de la gauche capitale au sein du bassin sidérurgique de Lorraine. De plus, son ralliement est une nouvelle étape dans la polémique nationale, même si le PCF semble vouloir minimiser cette affaire.

(Voir p. 6)

Nice : un policier abat un ouvrier

Après celle de Châtenay-Malabry, une nouvelle bavure policière s'est produite au cours du dernier week-end à Nice. Un policier a tiré sur un ouvrier portugais qui s'enfuyait pour échapper à un interrogatoire. Gravement blessé, celui-ci, non secouru, est mort après plusieurs heures d'agonie.

(Voir p. 4)

Marais : 1 500 manifestants

Mardi soir, 1 500 manifestants ont défilé dans le quartier du Marais à Paris pour exiger le relogement des familles expulsées sur le quartier et une réfection légère des immeubles au lieu de la rénovation de luxe de la RIVP.

(Voir p. 4)

Le nucléaire en question

-4-

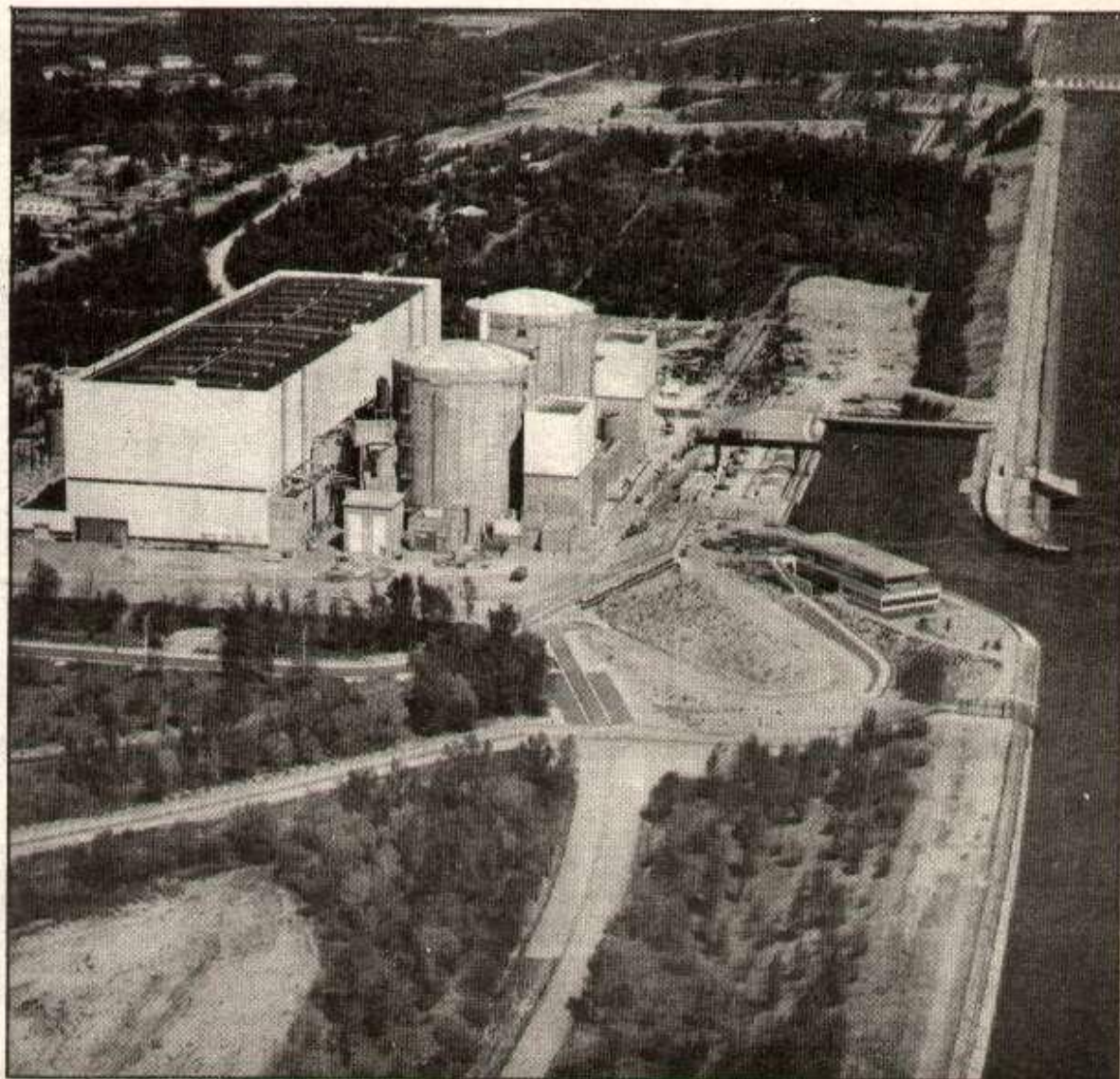
FESSENHEIM

11 mois d'incidents

par Eric BREHAT

● Fessenheim. Sur ce site choisi de longue date par l'EDF pour y construire des centrales nucléaires, la première «tranche» de 900 MW est entrée en fonctionnement au début septembre. Avec 21 mois de retard ! Première de son type en France, ses difficultés de mise en œuvre indiquent déjà les graves conséquences des choix qui, en 1969, ont fait abandonner la filière étudiée en France, et en 1974 ont abouti à la commande massive de réacteurs sous licence U.S., à un rythme de 5 000 à 6 000 MW par an.

Elles n'ont pas fini de se faire ressentir. Ainsi, la quasi-totalité du programme électro-nucléaire est basé sur les réacteurs type Fessenheim, les PWR. Et pourtant... On n'a pas encore résolu certains problèmes de vibration du cœur, on peut douter de la capacité de l'usine de La Hague à retraiter les déchets fortement actifs qu'ils produiront, et on ne sait pas trop ce qu'il faudra en faire dans vingt ans, quand les PWR seront arrêtés.



PEUT-ON EXCLURE UN ACCIDENT GRAVE ?

Pour le ministre de l'industrie, toutes les craintes sur les centrales nucléaires proviendraient de la confusion formée dans la tête de gens mal informés entre bombe atomique et centrale. Et le ministre de déclarer à Antenne 2 d'un ton bonhomme : «Je puis vous rassurer, les techniciens vous le confirmeront, une centrale n'est pas une bombe».

C'est vrai : une centrale graphite-gaz ou PWR ne peut en aucun cas se transformer en bombe atomique. Tout incident grave se traduirait nécessairement par un arrêt de la réaction en chaîne. Mais il y a d'autres risques pour les PWR. Tout d'abord une rupture de la cuve. Il existe un problème de vibrations dans le circuit primaire, et on connaît mal la capacité de résistance des matériaux utilisés sous forte irradiation neutronique. Cet accident n'est pas pris en compte par le constructeur qui l'estime impossible. Cependant, des scientifiques anglais contestent le chiffre de une chance sur un million par cuve et par an. Notons simplement que si on le rapporte au parc mondial prévu pour 1980, cela ne fait plus qu'une chance sur cent pour dix ans de fonctionnement. La rupture de la cuve entraînerait vraisemblablement une dissémination dramatique de produits radioactifs.

Et il y a les incidents de dépressurisation. Toute rupture d'un circuit de refroidissement provoquerait un arrêt du réacteur, mais une élévation importante de température, par suite de la seule radioactivité du cœur. D'où un risque de fusion du combustible, ce qui ramène au cas précédent. A l'heure actuelle, on en est encore à expérimenter des centrales miniatures (expérience «Loss of fluid test» aux USA, expériences Phébus,

Epis, Mobydick, en France) pour étudier les conséquences de tels accidents. Mais pendant ce temps, Fessenheim fonctionne ! Et selon les syndicalistes de l'EDF, le constructeur a trouvé un moyen simple de tourner les difficultés : si un modèle d'accident pose trop de problèmes, ou entraîne de trop grandes contraintes techniques, il change de modèle !

DÉPENDANCE TECHNOLOGIQUE ET LOI DU PROFIT

Le constructeur est Framatome, détenu majoritairement par Creusot-Loire. En général, Framatome a suivi les instructions américaines, sans toujours connaître quelles étaient les spécifications, c'est-à-dire le cahier de charge de telle ou telle pièce. La série d'incidents à Fessenheim en est une conséquence.

Mais lorsque Framatome (cf ci-contre) explique qu'il ne faut pas «trop vite changer les joints fuyards, car cela obligerait à intervenir systématiquement en pareil cas», on peut être inquiet. Le même raisonnement, qui est celui du profit, conduit les ingénieurs de la centrale de Gründemingen, en Allemagne, à ne pas arrêter la production malgré une fuite. Deux ouvriers l'ont payé de leur vie.

Si le gouvernement mène son programme comme il l'a décidé, en 1980, quinze réacteurs PWR fonctionneront. En 1985, trente-sept. Et dès 1997, les premiers réacteurs construits seront à bout de course. Qu'en fera-t-on, alors ? L'EDF estime, sans apporter beaucoup de précisions, qu'il sera possible de démanteler l'installation cinq ans après l'arrêt, mais envisage d'attendre éventuellement trente ans. En fait, aucune expérience de démantèlement ne peut être invoquée pour des centrales de cette puissance.

Et surtout, pendant leurs vingt ans de fonctionnement théorique, ces centrales auront fourni une quantité énorme de déchets, principalement de combustible irradiés. Or, on ne maîtrise pas encore dans de bonnes conditions de sécurité, la technique de retraitement. Là aussi les ouvriers de La Hague payent de leur santé pour le savoir.

CELA FAIT BEAUCOUP DE PROBLÈMES MAL RÉSOLUS

A Paluel, en Seine Maritime, on construit dès maintenant des «tranches» de 1 300 MW. Le prototype de Fessenheim a tourné quelques semaines avec des incidents continus. Et il ne fait que 900 MW.

POUR LES INTÉRIMAIRES : LES DOSIFILMS A LA POUBELLE !

L'augmentation de la production d'électricité d'origine nucléaire s'est traduite par une irradiation accrue des travailleurs des centrales : de 64 à 73, la dose moyenne est passée de 160 à 470 millirem (grandeur indiquant les effets biologiques des rayonnements ionisants), tandis que la dose maximale passait de 1,5 à 9,3 rem. Et l'EDF s'apprête tout simplement à multiplier par 10 les doses «autorisées» d'irradiation, et par 30 celles de contamination !

Pour les travailleurs intérimaires, qu'il faut embaucher massivement, car les travailleurs des centrales arrivent trop vite à leur dose maximale, le procédé est plus expéditif. Si leurs entreprises font parvenir trop tard (après le 5 du mois) les films dosimétriques indiquant l'irradiation qu'ils ont reçue, les films ne sont même pas développés.

QU'EST-CE QU'UN PWR ?

Les PWR font partie des réacteurs de la filière uranium enrichi eau naturelle (dite encore légère). L'eau joue à la fois le rôle de modérateur (ralentisseur de neutrons) et de fluide caloporteur. Seulement, si l'eau, par l'hydrogène qu'elle contient, est un bon ralentisseur de neutrons (cf QdP du 7 septembre), elle présente aussi le désavantage d'absorber des neutrons. Il faut donc augmenter la proportion de noyaux fissiles, et utiliser de l'uranium enrichi à 3 % d'U 235.

Le «combustible» se présente sous la forme de pastilles d'oxyde d'uranium empilées dans des gaines d'alliage spécial. Il est prévu pour rester en réacteur pendant trois ans, et être changé lors d'un arrêt total de l'installation.

La température du cœur étant très élevée, l'eau qui doit en évacuer la chaleur est maintenue sous forte pression (150 atmosphères) pour rester sous forme liquide. D'où le nom de Réacteur à Eau sous pression (PWR en anglais). Cette eau à 320°C sous pression circule à l'intérieur du caisson de béton qui entoure le réacteur, et transmet elle-même sa chaleur à un deuxième circuit d'eau/vapeur chargé d'alimenter la turbine, bloc imposant de 4 200 tonnes.

AVANTAGES ET INCONVÉNIENTS

- A volume égal, un PWR fournit 100 fois plus de chaleur qu'un graphite-gaz. Il permet donc soit des installations de plus petite taille, soit des installations de plus forte puissance, ce qu'a choisi de faire l'EDF. Son rendement (33 %) est légèrement supérieur.
- Le circuit d'eau primaire (sous pression), immédiatement contaminé en cas

de rupture d'une gaine de combustible, ne sort pas de l'enceinte du réacteur.

● L'eau étant sous très forte pression, le risque de fuites dans le circuit primaire est important. D'autre part, cette eau devant circuler assez rapidement pour évacuer suffisamment de chaleur, des vibrations se produisent dans les

structures. Elles sont contrôlées, mais on ne sait pas quelle influence elles peuvent avoir sur la durée de l'installation.

● Le combustible étant soumis à une irradiation prolongée, il est plus délicat à retraiter, en raison de sa forte radioactivité.

La longue liste des «incidents» de Fessenheim

Première de sa catégorie en France, la centrale de Fessenheim présente donc un certain caractère de prototype, ce que l'EDF reconnaît dans ses publications, mais qu'elle se garde bien d'expliquer à la population avoisinante. Cependant, pour une filière soi-disant parfaitement au point, la liste des incidents qui ont retardé son entrée en fonction est inquiétante :

● mai 75 : une mauvaise finition des soudures des coudes des circuits auxiliaires primaires. Le circuit primaire est un circuit d'eau sous pression qui passe dans la cuve du réacteur qui lui cède de la chaleur. Une fuite dans ce circuit a des conséquences dangereuses car l'eau qu'il contient est radioactive. Il faut les démonter.

● mars 76 : une détérioration de l'instrumentation de contrôle des vibrations à l'intérieur de la cuve est constatée. Il faut la déposer ;

● août 76 : lors de l'inspection initiale, les contrôles radio indiquent une défectuosité dans les soudures de tuyauterie primaire. Les circuits sont à nouveau testés ;

● octobre 76 : lors d'un «ultime contrôle», on constate le désoudage des «manchettes thermiques», qui servent au contrôle du réacteur. Les pompes de charge sont de plus modifiées ;

● mai 77 : après la première montée en puissance du réacteur, un incident mécanique se produit sur la turbine. Il ne s'agit pas de la partie nucléaire, mais cependant d'un prototype ;

● juillet 77 : les joints du couvercle de la cuve fuient il faut les refaire (source d'information : bulletin EDF) ;

LUTTES OUVRIERES

Montefibre - St-Nabord

«NOUS RESTERONS LE TEMPS QU'IL FAUDRA»

- - La Montedison contrainte à discuter
- - 50 tonnes de fuel arrivées hier

● Mardi après-midi, deux camions-citerne arrivent à l'usine de Montefibre, avec chacun 25 tonnes de fuel. De quoi alimenter quelques jours les colonnes de polymérisation, centre vital de l'usine. Quelques jours précieux, puisque la négociation devait reprendre ce mercredi matin, cette fois avec deux représentants de la direction Montedison, arrivant d'Italie.

Le gouvernement français avait demandé hier au gouvernement italien «d'intervenir efficacement en vue de modifier le comportement des dirigeants de Montefibre», indiquant qu'il tirerait, vis-à-vis de la

Montedison «toutes conséquences éventuelles du maintien de ses projets actuels». Intervention qui vient bien tard, dictée à la fois par la détermination des 1 039 ouvriers de Montefibre, et par la proximité des législatives. La majorité a beaucoup à perdre dans la région !

Avant les négociations de ce mercredi, la Montedison avait fait les «propositions» suivantes : 610 licenciements, chômage partiel pour les 429 autres. Ce plan de chômage total à court terme, les ouvriers l'ont unanimement refusé : «C'est 1 039 emplois qu'il nous faut».

Reportage de Richard FEUILLET

Lundi 19 h : La nouvelle de la «retenue» de Casali, directeur de l'usine de Montefibre. Les services de INF 2 téléphonent à St Nabord, pour avoir des «précisions». INF 2 tourne sur un délégué CFDT, qui raccroche, avec l'approbation générale des délégués présents : «Ils veulent encore nous cracher dessus, comme ils le font toujours» crie un travailleur.

19 h 30 : au dehors, la foule des travailleurs, accompagnés de leurs épouses, et parfois de leurs enfants, qui ont déjà participé à la manifestation, une heure avant, à Epinal, se gongole. Les vitres et les portes des locaux du Comité d'Entreprise, sous la pression, s'ouvrent soudain, permettant ainsi aux travailleurs d'assister en direct à l'évolution de la réunion.

20 h : coup de téléphone très long de la Montedison qui donne ses ordres à Casali. Celui-ci raccroche, et 3 minutes plus tard, rend compte : «Je ne suis pas libre d'aller plus loin que ce que j'ai proposé jusqu'ici», déclare-t-il. Ce qu'il a proposé, c'est 600 licenciements. «Je ne veux pas aller plus loin, tant que je ne serai pas libre de me déplacer ; si vous me laissez partir, je m'engage à aller trouver l'inspecteur du travail, pour discuter du statut social des travailleurs, en attendant que soit trouvée une solution définitive». «On ne vous demande pas d'aller trouver l'inspecteur du travail, mais de discuter ici», rétorque très fermement un délégué. «Ce que nous voulons : que vous vous

engagiez par écrit à laisser en activité la polymérisation (les installations où le capolactale est transformé en fibre). Là, vous pourrez aller voir l'inspecteur du travail». «Quand je serai libre», répond Casali. «Non». «Alors, nous allons rester là toute la nuit ?» s'inquiète Casali. «Tout le temps qu'il faudra», répond un travailleur. «Je ne suis pas libre ! s'exclame Casali. «Quand je serai libre, je fixerai...» «Quoi ? vous fichez 600 personnes à la porte, et vous voulez encore fixer quelque chose !». «C'est nous qui fixons désormais», déclare un travailleur dehors. «Vous voyez, nous sommes toujours là ; on a l'habitude, on travaille de nuit, on passera la nuit ici s'il le faut !».



Casali obligé de négocier avec les travailleurs de Montefibre.

Casali tente alors de sortir. Mais un mouvement se fait dehors. «Il ne sortira pas» crient les travailleurs. Casali, prudent, se rassemble.

22 h 05 : Europe 1 fait savoir dans un flash, que Barre a demandé à Beullac de recevoir mardi matin l'ambassadeur d'Italie en France, pour «discuter» de l'affaire Montedison. Un travailleur s'exclame : «C'est un peu tard, ils ne trompent plus personne ; pourquoi n'a-t-il pas fait cette proposition quand il est venu dans les Vosges, il y a quelques jours ?».

21 h 05 : Des bruits courent : un nombre important de CRS serait à la sortie d'Epinal, envoyés par le préfet pour faire «libérer» Casali.

21 h 55 : Joubert, avocat

de la Montefibre, arrive. On le laisse entrer. «Je voudrais parler seul à seul avec M. Casali, déclare-t-il». Ce sont aussitôt les huées de dizaines de travailleurs qui sont maintenant rentrés dans la salle. La manœuvre est grossière ! Un délégué fait une mise au point nette : «Vous voulez qu'il y ait une interruption de séance, nous avons dit au début qu'il n'y en aurait pas tant que nous n'aurions pas de garantie sur la non fermeture. Par contre nous vous faisons une proposition : nous vous chargeons d'aller voir le préfet des Vosges pour exiger de lui qu'il nous livre du fuel dans les heures qui viennent, et que parallèlement, la réunion continue avec les pouvoirs publics». «D'accord, mais je veux m'entretenir avec M. Casali», rétorque Joubert, qui commence à s'énerver. «Les conséquences de vos actes ne seront pas gratuites !». «Cela ne nous fait pas peur» rétorque un militant, «Vous avez vu la journée portes-ouvertes ? Elle s'est tenue, nous l'avons imposée, malgré la décision du tribunal». Joubert tente alors la démagogie : «Tout le monde ici désire la réouverture de cette usine, moi le premier... Puis il invite de nouveau Casali à sortir. «Fermons les portes», ordonnent les travailleurs, joignant le geste à la parole.

Minuit 12 : Deux cars de CRS stationnent à la sortie d'Epinal, appelés par le préfet.

Minuit 15 : Des agents des renseignements généraux rôdent autour de l'usine depuis un moment ; un provocateur rentre même dans la cour de l'usine, prétendant avoir eu une discussion avec Poncelet (le sénateur), et désirant parler, soi-disant, au Comité d'Entreprise. Après avoir relevé son identité, les travailleurs le reconduisent fermement.

Minuit trente : Le Comité d'Entreprise, après un court arrêt, se réunit à huis-clos.

1 h 30 : Avec deux jeunes militants CGT, nous nous

rendons en voiture rue de la gare, à Eloye. 7 cars de 250 CRS accompagnés d'une dizaine de camions et de remorques, sont garés sur plusieurs centaines de mètres.

1 h 45 : Casali est finalement contraint de téléphoner à la Montedison, puis au préfet des Vosges.

2 h : Les délégués sortent. L'un d'eux annonce : «La réunion est suspendue, Casali est donc libre de s'en aller ; il s'est engagé par écrit à nous faire livrer deux citernes de fuel avant ce soir, mardi 8 h. En outre, comme nous l'avons demandé, la réunion reprendra cet après midi avec les pouvoirs publics et l'inspecteur du travail».

UD - CFDT Paris : journée Lip

Jeudi 8 septembre, l'UD-CFDT Paris organise une journée de débats avec les travailleurs de Lip (de 10 heures à 19 heures, 67 rue de Dunkerque). Forums sur l'emploi avec Lip et Lang, restructurations, les luttes des travailleurs immigrés (service de nettoyage du métro), les femmes.

EDF-GDF : Négociations vite réglées

Ouvertes à 10 heures, les négociations salariales étaient closes deux heures plus tard. Dès 11 heures, un délégué annonçait aux manifestants rassemblés devant le siège de l'EDF, rue Louis Murat : «La direction propose trois formules algébriques qui toutes donnent le même résultat : une progression du pouvoir d'achat de 1% si la hausse des prix à la fin de l'année est de 8,5%, nulle si cette hausse atteint les 10%. C'est donc l'impasse».

Les travailleurs manifestent vers la préfecture d'Epinal.



LUTTES OUVRIERES

Lip

AVANT L'ÉCHÉANCE
DU 12 SEPTEMBRE

Mardi matin, plus de 400 LIP partaient en manifestation. Manifestation très combative, qui se dirigea vers l'Union patronale, le Tribunal de Commerce et la Préfecture. Une délégation était reçue par le secrétariat du préfet, qui n'avait aucune proposition à faire.

Auparavant, Charles Piaget avait donné une conférence de Presse. En voici les grandes lignes.

Premier point, un bilan des initiatives des Lip pour populariser leur lutte, et du soutien développé. Le travail de popularisation étant largement axé sur le point de vue selon lequel l'usine est viable, qu'il est possible de diversifier la production.

Du côté des pouvoirs publics, tout est bloqué, on semble chercher à «casser l'outil de travail». Les différentes provocations, les bruits de déménagement en attestent. Tout se jouera-t-il le 12 septembre, jour où le Tribunal de Commerce peut prononcer la liquidation de Lip ?

L'important, aujourd'hui, c'est la lutte pour conserver l'outil de travail, qui assure les capacités d'avoir demain des solutions pos-



sibles. Pour cela, une enquête a été faite, montrant que la marque Lip jouissait toujours d'une sympathie certaine. Il y aurait donc encore une place pour elle sur le marché. La technologie est importante, on peut s'appuyer sur elle à l'avenir, pour «relancer» un plan horloger en France». De plus, la technique Lip pourrait être utilisée à l'étranger. C'est dans cette optique qu'ont été annoncées les propositions de l'Algérie : un accord a été passé pour l'étude, par les Lip, d'un plan d'implantation horlogère en Algérie. Les Lip ont mis sur pied, à cet effet, une «société d'étude des travailleurs de Palente» qui regroupe une

trentaine de Lip. Deux autres possibilités sont ouvertes : des stages de formation pour des techniciens algériens, et d'autre part la fabrication à Palente de l'outillage nécessaire à l'industrie horlogère algérienne. Mais pour ces deux possibilités, le concours des pouvoirs publics serait nécessaire, ne serait-ce que pour débloquer des crédits. D'autres pays seraient intéressés : Vietnam, Djibouti, Madagascar...

Les Lip ont fait déposer par un collectif d'avocats, au Tribunal de Commerce, un dossier recensant toutes ces possibilités, dans le but de retarder l'échéance du 12 septembre.

Furnon

LE TRIBUNAL
SE DÉCLARE INCOMPÉTENT

Lundi, le tribunal de grande instance d'Alès devait se prononcer sur la légalité de la séparation en deux de l'entreprise Furnon. On se souvient que le PDG Furnon, pour tourner différentes condamnations devant les tribunaux, avait artificiellement créé deux sociétés : l'atelier principal, regroupant les ouvrières non syndiquées, avait subitement changé de propriétaire légal. Le personnel de cet atelier était licencié et aussitôt réembauché. Les ouvrières syndiquées CGT, qui devaient être parquées dans «l'atelier annexe» restaient embauchées directement par Furnon. C'est contre ce tour de passe-passe que la CGT citait le PDG en référé.

Le tribunal s'est déclaré incompetent. L'arrêt rendu précédemment par la cour d'appel de Nîmes ordonnant la réintégration des ouvrières CGT «au lieu et place» qu'elles occupaient avant le début du conflit, ne pourrait donc plus être opposé à la société anonyme, puisque cette société emploie les non-syndiquées.

Dans l'entourage de Furnon, qui reste introuvable depuis sa démission, on se félicite de cette décision, et on propose tou-

jours aux syndiquées de rentrer dans «l'atelier annexe». Cela fait plusieurs mois qu'elles refusent et qu'elles tiennent bon.

Pratic à Clérieux :
Une initiative originale

Depuis le 30 juin, les 200 ouvrières de l'usine Clérieux occupent. Après Salamander (Charles Jourdan pour la région), Pratic fermait le 5 juin. C'était la dernière usine du village, puisqu'après l'explosion, la poudrière a fermé ses portes.

Pour populariser leur lutte, les ouvrières de Pratic ont décidé de fabriquer des chaussures, et de les offrir aux sinistrés du Gers. Pour se procurer le cuir nécessaire, ils ont lancé une souscription de 100 000 F.

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, Compte n° 77718.
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

INFORMATIONS GENERALES

Les habitants du Marais manifestent

RIPOSTE POPULAIRE
AUX EXPULSIONS

• Mardi 18 heures : entre 1 000 et 1 500 personnes se rassemblent à Paris devant la statue de Beaumarchais à deux pas de la Bastille. Il y a là les familles récemment expulsées de leur logement par Chirac et la RIVP, des habitants du Marais et plusieurs comités de quartiers parisiens, l'U.L. CFDT 4ème, et le PCF qui déploie ses banderoles, pour bien faire voir qu'il est là. Un millier de manifestants, c'est un succès pour l'intercomité du Marais, qui avait appelé à la manifestation pour protester contre l'expulsion des cinq familles et les menaces qui pèsent sur les derniers locataires.

La manifestation s'engageait dans la rue Saint-Antoine ; un cordon de flics barrait la rue de Rivoli, empêchant de poursuivre vers l'Hôtel de Ville. La manifestation empruntait ensuite la rue François Miron avant la dissolution.

Les mots d'ordre repais par les manifestants demandaient le relogement sur le quartier des familles expulsées, le maintien dans les lieux des locataires, la réfection légère...

Le succès de cette riposte aux expulsions permet de poursuivre la lutte contre les exactions et les pressions de la RIVP (Régie Immobilière de la Ville de Paris), qui tente actuellement, par tous les moyens, de faire fuir les derniers locataires des immeubles qu'elle veut rénover immédiatement.

CASSEURS DE LA RIVP

Un locataire en titre de la rue Charlemagne, qui était absent au moment de l'expulsion des familles occupantes, a trouvé la porte de son appartement fracturée et des dégâts dans l'appartement le mardi matin, alors que les casseurs de la RIVP n'avaient légalement aucune autorisation d'intervenir contre ce locataire. Un constat d'huissier a été fait. Mardi dernier en passant, on trouve à nouveau la porte fracturée et trois individus présents dans l'appartement, en train de déménager les meubles.

Les militants de l'intercomité du Marais, témoins de ces faits, font venir un huissier pour faire un constat et appellent la police.

Les individus pris en flagrant délit de vol avec effraction ont refusé de déclarer leur identité et de dire pour qui ils travaillaient. Les flics qui sont arrivés ont cependant fermé les yeux, s'entendant mieux avec les cambrioleurs qu'avec les témoins.

LA COMPLICITÉ
DE LA POLICE

Les deux témoins qui ont été au commissariat porter plainte se sont fait mettre dehors manu militari par le commissaire, qui a refusé d'enregistrer leur plainte. Alors que le locataire victime des agissements des sbires de la

sont envoyées dans la cour d'un immeuble habité, mettant en danger la vie des locataires. La plupart des huissiers refusent de venir faire des constats à la demande des locataires.

L'intercomité cependant, malgré la collusion totale entre la police et les casseurs de la RIVP, poursuit la lutte pour empêcher l'expulsion des locataires en titre. Il prépare également un référendum populaire sur le quartier, sur la proposition de réfection légère qui permettrait de remettre en état les immeubles, sans élever les loyers et sans expulser les locataires.



La première riposte aux expulsions le 29 septembre.

Nice : Un policier abat
un Portugais

Témoin dans une affaire de vol, M. Gonçalves, ouvrier portugais établi à Golfe Juan (Alpes Maritimes) était interrogé au commissariat par l'inspecteur Gonzalves. Pour une raison inconnue, l'ouvrier portugais a brusquement cherché à s'enfuir du commissariat. L'inspecteur ne parvenant pas à le rattraper a tiré sur lui puis est entré sans plus s'inquiéter au commissariat, sans avertir qui que ce soit. On devait retrouver le corps de l'ouvrier portugais le lendemain dans un fossé. Interrogé, l'inspecteur a fini par avouer son crime. Mais mardi soir, la justice n'était pas encore saisie de l'affaire, seule, l'IGS, la police des polices enquêtait.

téléphonez
au
quotidien
636 73 76



INFORMATIONS GENERALES

Accidents du travail

BEULLAC L'ILLUSIONNISTE

● Un accident toutes les six secondes, un accident grave par minute, un accident mortel par heure tel est le bilan des accidents du travail en France au cours de l'année 1976. Christian Beullac le ministre du chômage commentant ces chiffres a annoncé une série de quatre mesures :

- Création d'un super-comité d'hygiène et de sécurité.

- Contrôle des machines et des produits chimiques mal connus.

- Plan de sécurité obligatoire pour tout entrepreneur avant d'entamer un chantier.

- Collège inter-entreprises (liaison avec entreprises intérieures et entreprises extérieures).

Un décret d'application de ces mesures est paru ces derniers jours au journal officiel.

En elles-mêmes, ces mesures ne sont pas intéressantes, mais elles ne touchent pas à la racine du problème. En effet ce n'est pas tant l'inexistence de règlements de sécurité que leur inobservation par les patrons qui est à l'origine des accidents du travail. Si les règlements de sécurité existants étaient tous respectés à la lettre, il y aurait beaucoup moins d'accidents du travail et de maladies professionnelles. Seulement, le respect des règlements est bien souvent formel ou même ceux-ci sont totalement ignorés par les patrons qui font passer le profit avant la sécurité. Par rapport à cela, la justice se montre d'une clémence ahurissante. Même lorsque l'infraction

patronale est établie avec certitude, bien souvent les juges ferment les yeux. L'encart ci-contre, en donne un exemple significatif. Autre exemple : le cas Chapron, ce patron incarcéré par le juge de Charente pour sa responsabilité dans la mort d'un ouvrier, écrasé entre deux wagons en janvier 1975. La justice a désavoué et condamné Chapron à 1 800 F d'amende seulement.

Le gouvernement a pris fait et cause dans toutes les occasions pour les patrons, notamment lors de l'affaire Chapron. Le renforcement de la législation de la sécurité du travail est purement formel. Dans les faits, tant

que les travailleurs ne peuvent imposer le respect de la sécurité aux patrons, les accidents du travail seront aussi fréquents. Toutes les améliorations obtenues jusqu'à ce jour

dans ce domaine l'ont été sur la base d'une lutte et d'une vigilance des travailleurs.

S.L.

AU TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE BÉTHUNE

La clémence des juges

Signalons que le prévenu est le patron responsable de l'accident parce qu'il ne s'était pas assuré de la fixation de l'échafaudage, et que la victime est un ouvrier qui est monté sur cet échafaudage non fixé. Le tribunal dans ses attendus renvoie la responsabilité de l'accident à l'ouvrier...

(17-4-75 - Ministère public contre F...)

Attendu qu'il est fait grief au prévenu d'avoir contrevenu aux dispositions du décret du..., l'échafaudage n'étant ni fixé ni calé durant le travail et la béquille de sécurité étant relevée ;

Attendu que si l'infraction a été commise et n'est d'ailleurs pas contestée, il apparaît au tribunal qu'elle ne saurait être reprochée au prévenu ;

Attendu en effet qu'aux termes mêmes du rapport du Monsieur l'inspecteur du Travail, la victime était un ouvrier hautement qualifié ;

Attendu qu'en raison même de cette qualification, elle aurait dû connaître le danger présenté par l'utilisation d'un échafaudage roulant et s'abstenir d'y monter avant de vérifier l'état des lieux.

*Cité par «justice 77»
Journal du syndicat
de la magistrature*

Quatrièmes rencontres internationales de télévision d'Aix-en-Provence

PS ET PCF CONTRE LES RADIOS LOCALES INDÉPENDANTES

● Pendant deux jours, des professionnels de la télévision et des représentants des partis de gauche ont discuté à Aix-en-Provence, dans le cadre des rencontres internationales de télévision, des rapports entre télévision et pouvoirs. Il était intéressant d'avoir le point de vue des partis de gauche sur cette question, dans la perspective de leur possible arrivée au pouvoir en 1978.

Un fait nouveau est l'apparition encore bien limitée des « radios vertes », c'est-à-dire de petits émetteurs indépendants sur une base locale, traitant des questions d'environnement comme «Radio verte - Fessenheim», mais éventuellement de toutes les questions concernant la vie d'un quartier, avec la possibilité d'émissions réalisées par les habitants d'un quartier, un comité de quartier, une association d'habitants...

Ce projet n'a connu que quelques balbutiements en France, mais il fait son chemin. Seul obstacle, mais de taille, le monopole d'État sur la radio et la télévision. La moindre émission contrevenant au monopole s'expose au brouillage et à la confiscation de l'émetteur.

Le PS avait élaboré un projet de radio pour son propre compte. On dit même que l'émetteur avait été acheté et que tout était prêt à démarrer. En fin de compte, la perspective du pouvoir se rapprochant, le

projet a été gelé et la direction du PS s'est prononcée en faveur du maintien du monopole. C'est cette position que François-Régis Bastide a défendue pour le PS à Aix-en-Provence ; le PCF a défendu un point de vue similaire. La seule différence avec la droite tient dans l'appellation, la gauche pré-

fère le terme «service public» à celui de monopole, mais la réalité désignée par ce terme est la même. Les partis de gauche ont fermement signifié qu'ils n'accepteraient pas les radios locales indépendantes. En partis bourgeois responsables, ils n'entendent pas laisser dépouiller l'État bourgeois de ses prérogatives. La réalisation d'émissions par des groupes de quartiers, des organisations de masse, instruments d'un débat démocratique, leur paraît intolérable. Avec la gauche comme avec la droite,

radios et télévisions doivent rester accaparés par le pouvoir capitaliste.

En dehors de cela, les propositions à visage démocratique faites par les partis de gauche n'ont aucun contenu réel. La publicité est maintenue, la SFP sera supprimée, les chaînes autonomes seront coiffées par un Conseil national de la radio-télévision où siègeraient notamment des membres du personnel. Des réformes qui ne changent rien à la dictature de l'État bourgeois sur les ondes.

Mitterrand : «Ne touchez pas au monopole».



La rentrée dans la presse

La rentrée est une période propice au lancement de nouveaux titres de presse. Prochainement, un quotidien du soir de droite, lancé par Fontanet, ex-ministre de Pompidou, viendra concurrencer *Le Monde*. Et, dès vendredi, un nouvel hebdomadaire, *VSD*, qui se présente comme l'hebdomadaire du week-end, *VSD* signifiant «Vendredi samedi dimanche», sera en kiosque. Le tirage du premier numéro est prévu à 320 000 exemplaires, la diffusion escomptée : 200 000 exemplaires.

VSD a été créé par Maurice Siéglé, ancien directeur d'Europe 1, qui dut démissionner sous la pression de Chirac qui lui reprochait le ton «persifleur» de la station. Siéglé avoue ses sympathies pour la gauche, parmi ceux qui financent le nouvel hebdomadaire figure Trigano, patron qui ne fait pas mystère de son soutien au PS. Il est donc probable que *VSD* se présente comme un hebdomadaire favorable au PS.

Enfin *Le Sauvage*, revue écologiste à parution trimestrielle devient mensuel et change de formule : présentation moins luxueuse mais plus fort tirage.

La famille de Vital Michalon porte plainte contre X

La famille de Vital Michalon, le manifestant tué par l'explosion d'une grenade offensive à Malville a annoncé qu'elle avait porté plainte et qu'elle s'était portée partie civile. Elle déclare dans un communiqué : «Un mois s'est écoulé depuis que Vital est tombé et que des hommes ont été mutilés. Nous ne voulons pas que cette mort et ces blessures soient vaines. En notre nom, le bâtonnier Charrier s'est porté partie civile et a déposé plainte contre X. Désormais, tous nos efforts seront consacrés à ce que soit établie et connue la vérité.»

Pour l'instant, seuls ont été condamnés à la suite de la manifestation de Malville des manifestants, aucune poursuite n'a été engagée contre les policiers ni contre le préfet Janin.

Un ancien directeur du CEA critique «Super-Phénix»

Lew Kowarski, ancien directeur du Commissariat à l'Énergie Atomique et co-fondateur du Centre Européen de Recherches Nucléaires, condamne le projet du surrégénérateur Super-Phénix de Malville.

Kowarski déclare notamment : «J'ai dit il y a quelques années que l'énergie nucléaire est un mal nécessaire. Aujourd'hui, j'estime que l'aventure du surrégénérateur de Malville est un mal, mais un mal nettement plus grand et nettement moins nécessaire...»

«Je ne suis pas un anti-nucléaire, mais les programmes actuels se fondent sur les techniques imposées par la guerre par des raisons historiques et militaires. Elles nous mènent irrésistiblement vers une société du plutonium. Des solutions plus sages existent, même si elles sont encore imparfaitement connues.»

Lyon : Un affairiste enlevé

Trois hommes masqués ont enlevés mardi soir le directeur d'un cabinet immobilier, M. Roland Simon, 37 ans, au moment où il arrivait devant son domicile dans la banlieue nord de Lyon. On ignore si une demande de rançon a été adressée à la famille.

M. Roland Simon est à la tête d'une importante affaire immobilière chargée notamment d'un groupe d'immeubles de la rue Olivier de Serres à Villeurbanne. Le chiffre d'affaires de cette société représente environ 10 milliards. Simon avait eu l'accord du maire PS de Villeurbanne, Henu, pour raser ce groupe d'immeubles où vivent surtout des travailleurs immigrés.

POLITIQUE

THIONVILLE : UN CONSEILLER SOCIALISTE PASSE AU PCF.

Nouvelle étape dans la polémique PS-PCF : un conseiller municipal socialiste de Thionville vient d'annoncer son adhésion au PCF. Pariset, c'est le nom du démissionnaire — ou du nouvel adhérent — condamne le « manque de démocratie » dans le PS et se montre partisan de la nationalisation de la sidérurgie, ainsi que des propositions du PCF en matière de SMIC et de salaires.

L'affaire présente quelque importance. Pour la municipalité de Thionville

tout d'abord, où l'accord est depuis mars plus que ténu. Le maire, Souffrin, est membre du PCF, mais la composition d'ensemble du conseil était jusqu'à ce jour, de 16 PCF, 15 PS, et deux MRG. Si la mairie avait été laissée au PCF bien qu'il soit minoritaire au sein du Conseil municipal, c'est que le CERES au sein du PS avait fait largement pression pour que cet accord soit conclu. Les choses sont maintenant clarifiées et on apprend aujourd'hui que Pari-

set était au CERES, lequel mérite bien son qualificatif de crypto-révionniste. Le rapport de force change brutalement : 17 PCF, 14 PS, et toujours 2 radicaux. Depuis quelques mois, la tension était particulièrement vive au sein du conseil municipal, au point que certaines réunions prenaient un caractère houleux. Ce fut notamment le cas lors d'un vote du Conseil se prononçant pour la nationalisation de la sidérurgie.

Deuxième aspect du problème : ce passage

d'un camp à l'autre n'est pas une exception dans la région et cela aux dires mêmes des responsables mosellans du PS. L'intense campagne démagogique du PCF, associant la nationalisation de la sidérurgie à la garantie de l'emploi, a entraîné certaines démissions de militants ouvriers du PS.

Troisième aspect : la date choisie pour annoncer ce revirement : dans une région où la gauche est particulièrement déchirée (contradictions au sein du PCF, mitterrandistes et CERES à égalité au sein de la Fédération PS), le moment est particulièrement bien choisi pour les révionnistes : ils concluent ainsi une intense polémique, parallèle à la polémique nationale, par une sanction chiffrée : des militants socialistes « ouvrent les yeux ». Au siège parisien du parti socialiste, on parle « d'épiphénomène ». Pour sa part, le maire révionniste de Thionville, Souffrin, a déclaré qu'il trouvait inutile que le conseiller concerné démissionne ; on saisis ses raisons.

Les travailleurs continuent à servir d'alibi aux basses manœuvres politiciennes du PCF. Ce n'est ni au PS ni au PCF qu'ils peuvent trouver un vrai soutien pour lutter contre les licenciements. Ces messieurs sont occupés ailleurs.

Liberté totale pour Apalatégui!



Les gouvernements français et espagnol viennent d'être contraints à un premier recul. Michel Apalatégui est libre. Sa liberté, qui n'est que le premier pas vers ce que nous devons exiger : sa liberté totale et sans condition, cette liberté provisoire donc, il la doit essentiellement à la lutte. Sa lutte intransigeante par la grève de la faim à la prison des Baumettes, la lutte du peuple basque qui s'est exprimée avec force ces derniers jours, et la solidarité.

Face à de très importantes forces de police, plus de 1000 personnes attendaient depuis le matin très tôt devant le Palais de Justice d'Aix en Provence en signe de solidarité pour la libération d'Apalatégui. Parmi ceux-ci, 200 personnes venues du Pays Basque. Vers 11 heures, l'accusation rejoint la position de la défense avec laquelle elle est d'accord pour la libé-

ration rapide d'Apalatégui qui a perdu plus de 20 kilos depuis la grève de la faim, s'est évanoui à plusieurs reprises pendant la séance du tribunal. C'est vers 13 h 15 que la décision prise a été proclamée : Apalatégui est mis en liberté provisoire et surveillé dans le département des Bouches du Rhône aux conditions d'être hébergé chez un ecclésiastique de Marseille et de se soumettre aux contrôles judiciaires par des visites chaque semaine à la police. Ceci jusqu'au 14 octobre où le tribunal d'Aix en Provence doit se prononcer définitivement sur la question de l'extradition de celui-ci.

A l'annonce de la décision du tribunal, l'enthousiasme était grand. Les manifestants basques ont descendu le cours Mirabeau, drapeaux basques en tête en tonnant des chants patriotiques basques et l'internationale.

Dans le conseil municipal de Thionville, les ralliements comptent double.



La gauche 6 mois après les municipales.

L'AFFAIRE DE BORDEAUX

● Michel de Sainte-Marie, député socialiste, maire de Mérignac, vient d'être élu président de la communauté urbaine de Bordeaux, et ce avec un confortable score de 38 voix pour et une contre.

Ce succès socialiste est pourtant l'inverse d'une victoire de la gauche unie.

Résumons les faits : la communauté urbaine de Bordeaux était traditionnellement, depuis sa création, la chasse gardée de Chaban-Delmas. Pourtant, les élections municipales de mars allaient voir la gauche gagner un nombre important de municipalités de banlieue, Chaban lui-même ne retrouvant pas son score habituel dans « sa » ville. La conséquence logique de ce changement de majorité aurait dû être la prépondérance de la gauche à la direction de la communauté. C'est là que les choses deviennent intéressantes : Chaban connaît bien les socialistes du Sud-Ouest, il sait bien qu'il existe chez eux un vieux

fond de radicalisme, et comme lui-même a été radical, il estime un accord pas improbable. D'autant plus que le PCF est plutôt faiblement implanté dans cette région.

Pendant tout un temps, Chaban va donc bloquer la communauté urbaine, privant ainsi les petites communes de banlieue de la participation financière de sa ville. Il va même aller, avec l'aide de Foyer, le président de la Commission des Lois, jusqu'à proposer au parlement une loi permettant, sous certaines conditions, à une ville de quitter la communauté

urbaine. La menace est précise : une fois cette épée de Damoclès mise en place, Chaban va négocier avec le PS pour parvenir à un compromis : 35 sièges pour la gauche, 35 pour la majorité, avec voix prépondérante au président, un socialiste. Il est évident que le compromis n'est pas que de pure forme ; des majorités d'idées pourront se dessiner à Bordeaux entre la droite et les socialistes. Voilà pour les faits. On dit, dans les milieux bourgeois, que Giscard aurait suivi avec un intérêt particulier cette « affaire » de Bordeaux, et qu'il aurait adressé ses félicitations à Chaban. C'est tout à fait possible, car au delà des péripéties bordelaises, il y a là une tactique qui pourrait servir dans l'après-78 : bloquer un certain nombre de prétentions de la gauche, pour négocier ensuite avec le PS.

Ajoutons que Chaban pourrait par là voir terminée sa traversée du désert : membre (discret) du RPR, il ne cache pas ses sympathies pour Giscard et son libéralisme avancé ; rappelons encore que le conseiller du premier ministre Chaban était Delors, aujourd'hui membre du bain-trust économique du PS ; enfin, pour son affaire bordelaise, Chaban a su frapper à la bonne porte : celle de Gilbert Mitterrand, le fils, qui cherche à se construire un fief du côté de Libourne. Le seul vrai perdant dans l'affaire, c'est le PCF.

D'autant plus que les questions sont nombreuses à la base sur cette union de la gauche qui n'a servi qu'à hisser un socialiste à la présidence, avec la droite, contre le PC...

Peugeot-Citroën : «Oui M. Chotard»

Le plus gros groupe industriel français, Peugeot-Citroën fait preuve d'une certaine docilité ; par rapport au CNPF bien entendu. Récemment une directive interne du syndicat patronal expliquait à ses adhérents qu'il fallait orchestrer la campagne actuelle sur le thème « de nombreux chômeurs ne veulent pas travailler », « les statistiques officielles sont démesurément grossies » et tout cela visant, on s'en doute, à dégonfler les statistiques avant les législatives. L'annonce par la firme automobile de la création de 3 800 emplois à Peugeot, 2 000 à Citroën seraient prévus pour approvisionner les usines d'assemblage de Roumanie. Quiconque suit le marché de l'emploi constate que ce genre de nouvelles est souvent annoncée à grand fracas publicitaire puis presque aussitôt démentie quelques semaines plus tard sans tambour ni trompette cette fois. Peu importe pour ceux qui gouvernent, l'essentiel n'est pas de créer des emplois mais d'en donner l'impression.

LA SOIF DE POUVOIR DE MARCHAIS

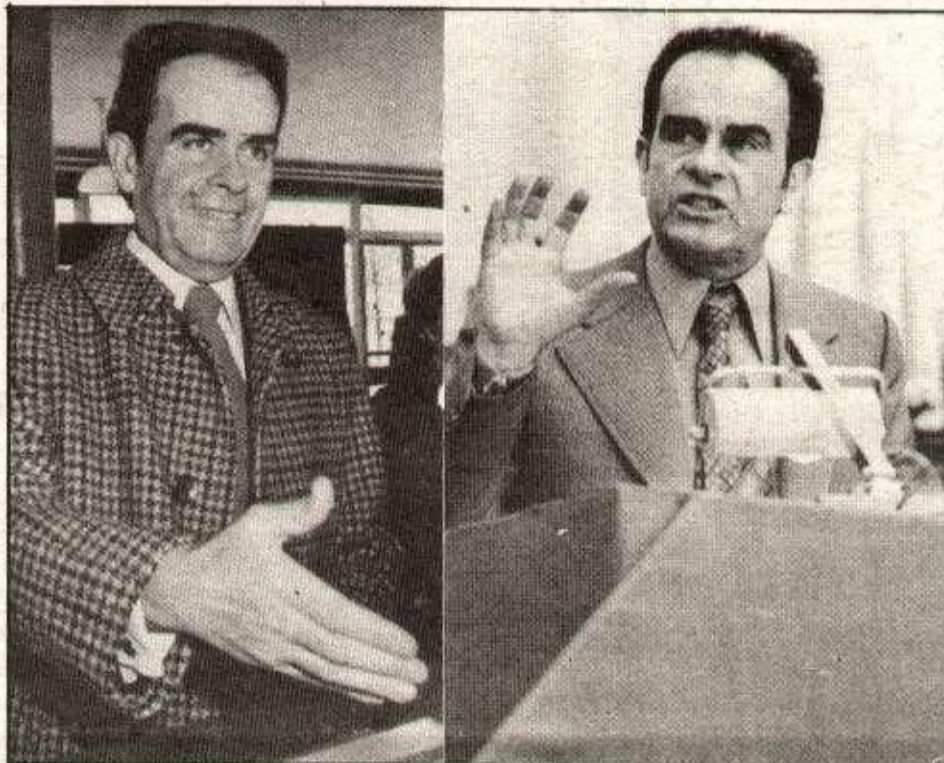
● *L'Humanité* de mardi insiste particulièrement sur le refus opposé par les socialistes aux propositions du PCF concernant les mesures sociales. Mais l'éditorial ne se contente pas d'enfoncer le « clou du SMIC », il conteste les prises de position des dirigeants socialistes à la suite de l'*huma* spéciale de lundi. Trois dirigeants importants du PS, Mauroy, Estier, Henuy, ont fait

connaître leur point de vue dans la journée de lundi : ces déclarations veulent donner le visage de l'apaisement, pour faire apparaître le PS comme étant le plus unitaire au sein de la gauche. En même temps, les dirigeants socialistes laissent entendre que le PCF souhaiterait aujourd'hui l'échec de la gauche aux prochaines législatives.

Pour accréditer cette idée, le PS peut s'appuyer sur les interrogations de certains travailleurs qui se demandent où veut en venir exactement le PCF, par l'intensité de sa polémique.

Un des raisonnements est le suivant : « Considérant qu'il parviendra au pouvoir dans une situation économique extrêmement dégradée, le PCF estime qu'il ne parviendra pas à redresser la barre et préfère rester dans l'opposition. » Ce raisonnement prend assurément les dirigeants du PCF pour bien plus naïfs qu'ils ne sont, car ceux-ci savent depuis longtemps ce que sera la situation économique lors d'un éventuel avènement de la gauche au pouvoir, et ils n'ignorent pas justement, comme le montre leur insistance sur le SMIC, que la baisse du pouvoir d'achat, le chômage sont ce qui favoriseraient l'existence d'une majorité possible pour la gauche.

De même, la nature du PS, la volonté de ce parti de se débarrasser du PCF dès qu'il le pourra, ne sont pas une découverte pour les chefs révisionnistes ; eux qui ont renfloué la social-démocratie en vue d'accéder au pouvoir par alliance avec elle, savaient dès le départ à quoi s'en tenir. Le raisonnement selon lequel le PC serait « surpris » aujourd'hui par la volonté hégémonique du PS, et qu'il renoncerait de ce fait à une victoire de la gauche où il aurait la portion congrue, ne tient pas.



Tantôt tout sourire, tantôt agressif avec ses partenaires, Marchais n'a qu'une idée en tête, prendre le pouvoir et le garder le plus longtemps possible.

De plus, le PCF ne peut prendre aujourd'hui le risque de renoncer à l'union de la gauche ; lui qui, depuis une quinzaine d'années, a bâti toute sa politique sur cette union, la présentant aux travailleurs comme l'unique alternative à la situation actuelle, il ne pourrait être compris par sa base et son électeur.

Surtout, l'objectif de Marchais reste le même et cet objectif ne peut commencer à se concrétiser que par l'accès de son parti au pouvoir, même pour une période délimitée. Il veut que son parti profite du passage au gouvernement pour s'im-

planter solidement dans l'appareil d'État, gagner des postes au sein des entreprises nationalisées, des commissions de planification, au sein des appareils de la justice, la police, l'armée. Les dirigeants du PCF peuvent estimer qu'ils ne pourront pas — dans un premier temps — faire beaucoup plus. Les pions qu'ils auront placés, ils espèrent pouvoir les utiliser par exemple — dans un second temps — pour un retour en force.

Par la polémique actuelle, outre la tentative d'arracher au PS le maximum de concessions avant le som-

met des partis signataires du programme commun, le PCF se place dans la perspective de l'après-78. Il essaye de se forger une image de défenseur des travailleurs, meilleure que le PS sur lequel il veut attirer le soupçon de vouloir s'opposer aux masses, si la gauche vient au pouvoir.

Mais cette polémique n'implique nullement que le PCF renonce à une victoire de la gauche. Au contraire, car jamais peut-être autant qu'aujourd'hui, il n'a eu la volonté de se hisser aux commandes de l'appareil d'État.

François MARCHADIER

Maire et le PS

Dans une interview au journal *L'Alsace*, le secrétaire général de la CFDT a déclaré : « Les choix autogestionnaires du PS sont encourageants pour l'avenir. Le PS, dans la situation présente a des propositions sociales un peu trop timorées. Pour des raisons principalement électorales, le PS hésite à s'attaquer trop nettement à des couches ayant de très hauts revenus. »

Il est curieux que le porte-parole de la CFDT n'établisse pas un clair rapport entre la tactique électorale du PS consistant effectivement à ne pas s'attaquer aux très hauts revenus et son objectif à long terme par les contours que l'on peut en connaître qui ne remet en cause ni les très hauts revenus ni aucune donnée fondamentale du capitalisme.

Les déboires d'Airbus se poursuivent

« Il est encore temps pour que l'Airbus atterrisse à Moscou le premier novembre prochain. Pour cela, il suffit que la partie française accepte d'entamer des négociations et d'examiner le protocole d'accord que nous lui avons soumis à ce sujet », a déclaré un fonctionnaire de la Direction des relations extérieures au ministère de l'aviation civile de l'URSS. Reste à savoir ce que contient ce protocole d'accord ! Pour Cavaille, secrétaire d'État aux transports, il comporte « des exigences sans aucune relation avec le problème de la mise en service d'un nouvel appareil », sans plus de précision.

On apprend d'autre part, que le marché sur lequel ce dernier comptait beaucoup, le Japon, vient d'être sérieusement entamé par les États-Unis qui viennent de vendre 3 boeing 747, et ont 8 commandes !

RADICAUX DE GAUCHE

C'est le point de vue qu'a exprimé Fabre à la sortie du Comité Directeur de son mouvement. Il a précisé qu'il avait également « un rôle modérateur ». Mais pourquoi donc M. Fabre n'a-t-il pas dit par rapport à qui il « était d'avant-garde » ?

BARRE N'IRA PAS...

Aux journées parlementaires du RPR qui se tiendront à Menton à la fin du mois parce qu'il aura d'autres occupations simultanément. Afin de ne pas décevoir ses hôtes, il se rendra poliment à la journée d'études que le mouvement de Chirac organise à Paris quelques temps après le début de la session parlementaire.

GALLET, MARCHAIS, MITTERRAND, FABRE ?

C'est la question qu'il faut se poser suite au rapprochement lent mais régulier d'un certain nombre de groupuscules qui se réclament de l'héritage gaulliste authentique. Dominique Gallet, délégué national de l'Union des Gaullistes de Progrès affirme sans hésiter que la gauche doit s'enrichir de la composante gaulliste qu'il représente. Il se propose de rajouter une annexe gaulliste au programme commun réactualisé, comme l'avait fait les radicaux de gauche. Marchais ne sera plus tout seul à se réclamer de de Gaulle au sein de la coalition ; autre source de conflit en perspective.

Olivier LUSSAC

L'INÉVITABLE JJ.SS

JJ.SS, le « marginal de la majorité », va jouer les trouble-fête de la droite : n'ayant participé aux diverses réunions de cette dernière, le parti radical ne se trouve lié par aucun accord avec les autres formations, et JJ.SS semble ainsi vouloir présenter le plus possible de candidats. Cela ennuie Chirac qui le montre : il refuse désormais de participer à toute réunion où se trouverait JJ.SS !

ATTEINTE AUX LIBERTÉS !

C'est sous ce titre que l'*Humanité* déplore qu'une salle de réunion ait été refusée à un candidat PCF aux sénatoriales à Versailles. « Cela entrave le libre exercice de la démocratie », commente le journal. Quand les municipalités PCF empêchent les révolutionnaires de profiter des salles municipales c'est quoi ? Le libre exercice de la démocratie ou la preuve que le PCF n'a pas peur du débat ?

L'AFFAIRE DE L'ARDECHE

Un mandat d'arrêt a été lancé contre Pierre Conty dans le cadre de l'affaire des « tuteurs fous de l'Ardèche ». Les empreintes digitales de Pierre Conty auraient été retrouvées sur une paire de lunettes de soleil trouvées sous un siège de la voiture ayant servi au hold-up de Villefort.

Après la corvée, le RPR « passe à l'essentiel »

Chirac était mardi le premier d'une longue série de visiteurs qui se rendront jusqu'à la mi-septembre à Matignon, à l'invitation de Barre. Le président du RPR a présenté au premier ministre les résultats des diverses réunions qui ont occupé les partis de la majorité ces derniers temps. Il précisera cependant, à sa sortie, qu'en plus des questions électorales, ils avaient abordés « des problèmes politiques et économiques de la France », sans d'ailleurs préciser davantage. A l'issue de cet entretien, qui dura plus d'une heure, Chirac annonce : « Voilà

donc le chemin déblayé. Il nous reste maintenant à faire l'essentiel ». Voilà qui juge aimablement le manifeste élaboré avec les autres partis de droite ! Il ajoute : « Convaincre les Français que nous sommes les plus capables de défendre les intérêts de notre pays (...) et les mettre en garde contre les mauvais bergers qui veulent les entraîner dans ce qui risque d'être l'aventure et peut-être le malheur ». Outre la comparaison des travailleurs à des moutons, cette déclaration rend fort bien compte des préoccupations actuelles du RPR : après la corvée, il passe

« aux choses sérieuses ». Pour s'en convaincre, il suffit de se rappeler la façon dont le comité central du RPR a expédié en une heure et demi, lundi, l'étude du manifeste de la droite, pour consacrer ensuite deux fois plus de temps aux plans d'action du RPR ! C'est ainsi qu'ont été définis quatre thèmes de propagande : en matière économique, l'accent sera mis sur la croissance et la « planification démocratique » ; indépendance et unité nationale ; défense de la démocratie et importance de l'autorité ; défense des droits de l'homme. Chirac,

de son côté, commençait dès mercredi un marathon qui doit le mener dans toute la France. Le RPR veut ainsi se consacrer entièrement à sa propre campagne, en maintenant le plus possible de distance avec le gouvernement Barre, puisqu'il reste sceptique quant aux résultats de sa politique économique. Pour sa part, Barre étend ses entretiens à des personnalités telles que Chaban-Delmas, Servan Schreiber, Jobert, etc., tentant ainsi de créer un rassemblement de tous ceux qui refusent le programme.

INTERNATIONAL

RÉFORME AGRAIRE ET... COMPROMIS HISTORIQUE ?

Les prochaines semaines risquent de voir de nouveaux changements politiques au Portugal. Le premier ministre Mario Soares a en effet entamé des contacts avec toutes les forces de l'opposition en vue de la conclusion d'une «plate-forme d'entente». Son objectif : dépasser sa situation actuelle de gouvernement minoritaire pour obtenir l'appui le plus large possible - du PCP au parti de la droite «CDS» - aux mesures économiques antipopulaires qu'il se prépare à prendre sous la pression du Fonds Monétaire International et des impérialistes occidentaux.

Devant l'ampleur du marasme portugais, une nouvelle dévaluation, après la précédente de 15 %, est notamment préconisée par un nombre croissant d'experts bourgeois. Il n'en a pas fallu plus pour que le PCP quitte l'attitude de rupture qu'il avait adoptée en juillet-août. La démission du gouvernement et la convocation de nouvelles élections qu'il exigeait alors, ne sont plus qu'une «solution possible». Le parti de Cunhal propose aujourd'hui la formation d'un nouveau gouvernement avec tous les partis, du PCP au CDS. Oubliées, les invectives de début août, lorsque Cunhal accusait les socialistes de «trahir leur programme et de se vendre à la droite».

En tous cas, cette nouvelle contorsion tactique des révisionnistes contraste avec leur prétention, encore récemment affichée, à représenter les intérêts des masses.

Il ne s'agit pourtant pas d'un revirement fondamental. On peut s'en rendre compte en analysant son attitude vis-à-vis de la loi de «réforme agraire».



La loi Barreto, adoptée au plus fort de l'été par les députés du PS et du PSD, constitue une attaque frontale contre les con-

quêtes des paysans portugais.

Au mépris des textes constitutionnels eux-mêmes, la loi Barreto limite

le champ d'application de la réforme agraire à une zone d'intervention délimitée par le ministère de l'Agriculture. Elle porte de 50 000 à 70 000 points les droits de réserve des anciens propriétaires (le point est l'unité de mesure des terres expropriables ; ils sont calculés en fonction de la surface du terrain et de sa qualité. 50 000 points peuvent représenter 300 hectares de terres sèches ou 30 hectares de terres irriguées ; le droit de réserve est la part de terres restant à l'ancien propriétaire). Par un système de «majorations», le ministère de l'Agriculture peut porter ce droit de réserve à près de 200 000 points pour les exploitations jugées «bien gérées» ou le ramener à 35 000 points pour les absenteïstes. En outre, toute expropriation est soumise à un droit de veto du ministère de l'Agriculture. La nouvelle loi exclut des expropriations les équipements, le bétail, le matériel, les récoltes pendantes et assure 9 ans de fermages aux anciens propriétaires. De cette façon, elle assure à l'ancien propriétaire une part non négligeable de son exploitation en lui donnant les moyens financiers (les indemnités) et matériels, de la transformer, si besoin est, en exploitation capitaliste rationnelle. Il lui est donné en prime le droit de comprimer son personnel à son gré, puisqu'il n'est pas obligé de reprendre tous ses anciens ouvriers, confinés dans les terres restantes et organisés dans des coopératives auxquelles le gouvernement n'accorde que de maigres subventions.

En outre, il est proposé une modification des statuts des actuelles Unités Collectives de Production (UCP) pour les transformer en coopératives plus «démocratiques» aux yeux des partis bourgeois.

Par ces mesures, le gouvernement prétend contenter les grands propriétaires fonciers et favoriser la constitution d'une agriculture moderne et compatible avec le Marché Commun. Elles concrétisent les

déclarations du ministre de l'Agriculture selon lequel les 30 % de population active rurale actuels ne devaient plus être que 15 % entre 1985 et 1990. Ce plan de liquidation de la paysannerie portugaise est passé avec l'abstention du CDS (droite) et l'accord du PSD (centriste).

PCP : OPPOSITION... BRUYANTE

Pourtant, le PCP n'a pas estimé nécessaire de déposer un projet alternatif, et pour cause : depuis le 25 novembre, c'est avec son assentiment que les dispositions-clés de la loi avaient été mises en place : «zone d'intervention de la réforme», «droit de réserve», indemnités...

Si le PCP s'y est finalement opposé, et il l'a fait bruyamment, remettant momentanément en cause son slogan de «gouvernement de la gauche unie», c'est seulement dans la mesure où celle-ci prétend réduire le pouvoir des directeurs nommés par les syndicats... justement contrôlés par le PCP. D'autre part, le rejet massif par les ouvriers agricoles, réduits au chômage, affamés par la politique de Soares et que l'on veut contraindre maintenant à quitter la terre plaçait le PCP dans une position difficile.

La réaction des travailleurs de l'Alentejo, face aux tentatives de récupération, appuyée par la Garde Nationale Républicaine a été sans équivoque.

C'est donc le crédit du PCP parmi les travailleurs de la campagne qui était en jeu. Pourtant, aujourd'hui, devant la perspective de sortie de son isolement, même l'alliance avec la vieille droite du CDS ne le rebute plus.

Comment s'expliquera-t-il ?

Si l'on prend en compte l'opposition farouche de la droite à sa participation à une alliance de gouvernement, on comprend que le compromis historique à la portugaise se présente bien mal.

Frédéric FERRER

Carnet de voyage en Somalie

Une voie radicalement différente

par Jean-Paul GAY

On estime à plus de 500 000 le nombre des nomades qui, en Éthiopie, trouvèrent la mort à cause de la sécheresse. Lorsque des étudiants, partis d'Addis Abeba pour enquêter sur les régions dévastées par la sécheresse, revinrent alerter l'opinion, ils furent emprisonnés : le régime voulait cacher l'ampleur de la catastrophe et son incurie complète dans l'aide aux nomades. La révélation des étudiants éthiopiens contribua à la chute du Négus.

Face à une sécheresse comparable, la voie suivie dans la Somalie voisine, par le régime de Syad Barre, fut radicalement différente. C'est la campagne d'alphabétisation menée dans la brousse par 25 000 étudiants et enseignants, répartis dans tout le pays à partir d'août 74, qui permit de mesurer l'ampleur de la sécheresse et d'établir que celle-ci risquait de se transformer en une gigantesque catastrophe nationale. Dès cet instant, il fut décidé de populariser largement la situation des régions sinistrées et de mobiliser l'armée, les étudiants, le corps enseignant, les fonctionnaires des ministères, pour organiser des secours immédiats. La sédentarisation des nomades, organisée pour répondre à un besoin immédiat, fut d'autant mieux prise en charge qu'elle s'inscrivait dans les projets du nouveau régime, élaborés avant même que la sécheresse ait pris un tour critique, et qui visaient à libérer d'importantes forces productives. A ce sujet, le gouvernement somalien déclarait : «Ce gigantesque programme de sédentarisation, unique en son genre, contribuera à la mise en valeur des énormes potentialités agricoles du pays, jettera les bases d'une exploitation industrielle de la pêche et d'un élevage rationalisé, trois secteurs fondamentaux de l'économie du pays».

A Kurtunwaarey, l'objectif pour



1980 est le défrichage et la mise en cultures de 18 000 hectares. «Nous espérons que le programme sera accompli avant terme. Cela dépend du peuple. Le gouvernement incite les anciens nomades à prendre en mains la direction des affaires, ici». L'officier qui nous parle, a été désigné par le Conseil de la Révolution, avec une dizaine d'autres militaires, pour administrer Kurtunwaarey. Ceux-ci forment avec une douzaine de civils, anciens nomades, sédentarisés depuis 6 mois, un Conseil supérieur : chaque civil est responsable d'un groupe de 400 familles, elles-mêmes réparties en sous-groupes correspondant à l'organisation du travail aux champs ; parmi eux, des responsables à la santé, l'enseignement, la sécurité... Chaque vendredi, jour férié selon la coutume islamique, la population se réunit en assemblées générales pour un bilan hebdomadaire des activités, et le recensement des problèmes rencontrés.

Les problèmes à résoudre sont considérables. Et d'abord comment passe-t-on, presque du jour au lendemain, de la situation de nomade, avec ses habitudes bien

ancrées, à celle de paysan ? Aux dires des responsables de Kurtunwaarey, «il n'y a pas eu de grosses difficultés pour convaincre les nomades de venir. Sans l'initiative prise par le gouvernement, les gens auraient été complètement dispersés, sans nourriture, beaucoup auraient péri dans la brousse. Dans les centres provisoires d'hébergement, nous avons tenu des réunions pour expliquer en quoi consiste la vie d'agriculteurs ou de pêcheurs. Ici, on les a aidés à s'installer sur une terre fertile. Au départ, il y avait un problème de ravitaillement, la nourriture pour 30 000 personnes était insuffisante, malgré le déblocage de stocks de céréales. Il y avait aussi un problème de climat : celui de la région du Shabelli diffère beaucoup des régions septentrionales sinistrées. Avec le changement de vie, il y a eu, surtout au début, des problèmes d'adaptation, des gens s'en allaient, certains partaient à Mogadiscio mais là, souvent, ils ne trouvaient pas de travail et se trouvaient réduits à la mendicité. Nous avons donc établi un contrôle, tout en améliorant les conditions d'existence.»

(à suivre)

INTERNATIONAL

Déchaînement du terrorisme policier en RFA

● Dans toute l'Allemagne, la chasse à l'homme est lancée. Le climat de peur et de délation distillé par le gouvernement s'épaissit d'heure en heure. Deux «suspects» auraient été arrêtés dans les multiples descentes de police faisant suite ou non à des dénonciations. Un ancien avocat d'Andreas Baader, Siegfried Haag est recherché comme le suspect numéro un. Les opérations dépassent les frontières de l'Allemagne. Contre toute vraisemblance la police affirme que Klaus Croissant, avocat de la Fraction Armée Rouge (F.A.R.) qui vit en France où il a demandé l'asile politique depuis plusieurs mois, est l'un des organisateurs de l'opération. La police française a annoncé qu'elle le recherchait activement en vertu d'un mandat d'arrêt international délivré par l'Allemagne il y a plusieurs mois.

Le gouvernement allemand est sur le pied de guerre. Un état-major de crise rassemble autour du gouvernement les chefs des partis d'opposition, de la police et des représentants du patronat. Bien que le contenu de l'ultimatum parvenu hier soir n'ait pas été rendu public, il est connu que les ravisateurs exigeaient la libération de 14 prisonniers avant mercredi après-midi en échange de la vie du chef des patrons.

Sous la protection massive de la police, les représentants de l'Etat et du patronat poursuivent leurs délibérations. Schmidt : «L'enlèvement pourrait créer une situation demandant des décisions lourdes de conséquences». En même temps, dans toute l'Allemagne, c'est la recherche des «terroristes» qui s'accompagne du renforcement du contrôle des frontières, de perquisitions, de centaines d'appareillages de sympathie avec les «terroristes». Comme après l'attentat contre Buback, les prisonniers politiques sont les premiers à être frappés : à partir d'aujourd'hui, c'est de nouveau l'isolement en détention totale à Stammheim, l'interdiction des visites, la privation de radio et de télévision.

L'enlèvement de Schleyer donne aussi à la bourgeoisie l'occasion de faire appel à la population pour qu'elle manifeste sa «solidarité avec l'Etat me-

nacé par le chantage des terroristes» (comme le dit le procureur général) pour qu'elle «fasse front contre les ennemis de notre ordre démocratique et libéral» (le premier ministre du Bade-Wurtemberg). Dans son allocution à la télévision mardi soir, Schmidt a fait appel à toute la population pour qu'elle s'unisse dans cette heure décisive : «Il faut qu'il n'y ait plus désormais d'indulgence, de compréhension, voire de sympathie pour des criminels décidés à détruire notre Etat». Dans ces circonstances, c'est avec une certaine satisfaction et très ouvertement que le gouvernement social-démocrate se vante de tout ce qu'il a déjà fait pour la sécurité de l'Etat : renforcement de la police, loi interdisant la promulgation de publications incitant à la violence, lois limitant les droits de la défense. Or, mercredi, doivent être adoptées par le gouvernement trois nouvelles lois «anti-terrori-

Willy Brandt, le président du parti social-démocrate a lancé tout son poids au côté du gouvernement en lançant un appel à la jeunesse allemande «Faites en sorte que votre pays n'ait pas à subir un régime policier» y dit-il. L'argumentation pernicieuse et mensongère qu'il utilise - reprise largement en France même par la presse - désigne comme responsable du renforcement de l'appareil policier, la révolte, inefficace, d'une partie de la jeunesse. Brandt lui-même est bien placé pour savoir que les actions telles que celles de Cologne ne sont qu'un prétexte parmi d'autres pour accélérer un processus engagé depuis longtemps et auquel il a lui-même participé activement au cours de ses années de pouvoir, votant les lois équipant la police de grenades et mitraillettes, organisant en grand le fichage politique sur ordinateur, renforçant les moyens de la police, mettant en place les interdictions professionnelles. L'argumentation de M. Brandt veut renverser les faits. Mais personne d'autre que son parti social-démocrate n'a dirigé et accéléré le renforcement de l'appareil de répression depuis bientôt 10 ans, personne d'autre que son parti n'a préparé l'avènement d'un régime policier.



Après l'enlèvement de Schleyer

tes» prévoyant des procédures pénales plus rapides : le tribunal peut exclure à son gré certains sujets de la procédure, exclure plus facilement des avocats. Une modification de la loi sur la détention d'armes est aussi prévue.

Dans la classe ouvrière allemande, Schleyer ne connaît certainement pas de sympathie. C'est lui qui représente le plus ouvertement le point de vue du capital, qui s'est prononcé à de nombreuses reprises pour les restructurations, l'intensification du travail, la réduction massive des prestations sociales. Il s'est même associé à une plainte de patrons contre la cogestion, dont on sait pourtant qu'elle ne représente aucun danger pour le capital. Son passé nazi, ouvertement connu - il avait été détenu en France jusqu'en 1948 - ne l'avait jamais empêché de gravir avec rapidité les échelons du patronat allemand.

Mais la classe ouvrière allemande, si elle n'a aucune raison de faire preuve de cette «douleur» et de cette «épouvante» que réclame Schmidt, n'a pas intérêt au développement de ce type d'action. Produit de la révolte légitime que suscite la renaissance avancée de l'autoritarisme allemand, avec son cortège d'atteintes aux libertés, de répression et d'assassinats, le développement de

la violence individuelle ne saurait en rien faire progresser la conscience révolutionnaire de la classe ouvrière.

C'est pourquoi les marxistes-léninistes qui dénoncent et combattent la répression hystérique que la bourgeoisie allemande fait s'abattre sur le peuple, en particulier sur les militants révolutionnaires, ne peuvent approuver le développement de ce type d'action.

FIN DE LA VISITE DE HUSSEIN A PARIS

La visite de Hussein de Jordanie s'est achevée par la publication d'un communiqué commun qui rappelle qu'Israël doit procéder à l'évacuation des territoires occupés depuis 1967. Il condamne la décision israélienne d'installer de nouvelles colonies en Cisjordanie, comme contraire aux résolutions de l'ONU, et comme un obstacle à la paix. Il réaffirme «le droit du peuple palestinien à disposer d'une patrie» et le «droit de tous les États de la région sans exception, à vivre en paix à l'intérieur de frontières plus sûres reconnues et garanties».

Le point le plus nouveau du communiqué est la condamnation de la politique de colonisation, entre-

prise par Israël avec l'aide de Giscard. Ce dernier demandera-t-il à la communauté européenne de le suivre sur ce terrain, contribuant ainsi à isoler Israël ? Faute d'une pression des pays occidentaux sur Israël pour l'obliger à renoncer, Hussein a déclaré au cours d'une conférence de presse qu'une guerre pouvait à nouveau éclater, car les pays arabes étaient allés à la limite de leurs efforts pour la paix et ne pouvaient plus faire de concessions. Une intervention européenne n'aurait de toute manière pas au-delà des interventions américaines : Carter a refusé d'exercer des pressions économiques pour obliger Israël à renoncer à la colonisation.

NAVIRES RUSSES EN MÉDITERRANÉE

Le porte-hélicoptères soviétique «Moscou», venant de la Mer Noire est entré en Méditerranée le 2 septembre après avoir traversé le détroit du Bosphore. Il était escorté de deux patrouilleurs équipés de missiles. Il avait été précédé l'année dernière par le porte-avions «Kiev». Par le déploiement de sa flotte dans toutes les mers du monde, l'URSS menace les peuples : on comprend qu'elle défende à la Conférence sur le droit des mers la «liberté de circulation internationale dans les détroits».

D'autre part, un pétrolier soviétique transportant 45 000 tonnes de pétrole brut s'est échoué à la sortie du Bosphore. Il avait refusé l'aide de pilotes turcs. Son capitaine a

également refusé tout secours, mais c'est en fin de compte grâce aux autorités turques que le pétrolier russe a pu être renfloué. Rappelons que le capitaine du pétrolier est-allemand Bohlen avait adopté la même attitude en Bretagne l'année dernière.

● Au cours de la session sur Mayotte qui se déroule à Moroni, capitale des Comores, le secrétaire général de l'OUA a révélé que cette question serait inscrite en permanence à l'ordre du jour du comité de libération, «jusqu'à la libération totale du territoire des Comores», jusqu'au départ de la légion qui occupe Mayotte.

Les sondages de M. Schmidt

Le gouvernement par sondages est devenu une habitude en France. En Allemagne aussi, qu'on en juge.

Un sondage publié dans l'hebdomadaire Die Zeit affirme que 74% des personnes interrogées étaient favorables à ce qu'on laisse mourir les prisonniers de la fraction armée rouge (bande à Baader) qui poursuivaient depuis le 8 août une grève de la faim. Cela est présenté comme préférable à l'alimentation forcée prévue par une loi promulguée en 1975.

Le gouvernement allemand vient de passer commande pour un sondage sur l'image de la RFA aux USA, en Angleterre, en Italie, en Grèce, au Danemark, en Hollande, en Suède et en France. Les critiques contre le «modèle allemand» qui prennent corps dans les différents pays européens sont qualifiées de «haine de l'Allemand». Le parti socialiste a exercé un chantage sur les partis socialistes scandinaves, les sommant de cesser les critiques contre les interdictions professionnelles sous peine de sanctions économiques. Des menaces analogues ont été adressées au parti travailliste anglais dont certains membres sont à associer à la préparation d'un tribunal Russek sur la répression politique en Allemagne.

En bref... En bref... En bref...

ANGLETERRE : CONGRES DES SYNDICATS

Callaghan a appelé les syndicats à accepter le renouvellement du contrat social pour douze mois, dans le discours qu'il a prononcé au congrès des Trade Unions. Mercredi, les congressistes devaient voter sur cette question. Quelle que soit l'issue du vote, certains syndicats ont annoncé qu'ils n'en tiendraient pas compte.

TIERS-MONDE : 250 MILLIARDS DE DOLLARS

Tel sera le montant total des dettes du Tiers-Monde à l'égard des pays impérialistes et de l'URSS à la fin de l'année 1977. Ce montant n'était que de 180 milliards en 1976, soit près de 40 % d'augmentation en un an. En outre, selon le secrétaire général de la CNUCED qui publie ces résultats, les conditions sont réunies pour que ces dettes augmentent encore.

«EURO-COMMUNISME»

«L'euro-communisme n'existe pas» a affirmé l'un des chefs du PCI, Amendola, «de même que nous n'acceptons aucune ingérence dans nos affaires, nous ne voulons pas nous immiscer dans celles des autres partis. De même que nous réfutons tout centre mondial du communisme, nous ne voulons pas en créer un nouveau».

abonnez-vous



LA CARTE D'ABONNÉ AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT :

A un abonnement à

- Front Rouge, revue politique et théorique du PCRml ☐
- Pékin Information ☐
- La Chine en Construction ☐
- Réception du Manifeste pour le Socialisme ☐

et à un livre ou un disque au choix

Le tome V de Mao Tsé-toung, dès sa parution en France. ☐

Ou parmi les livres :

- Eugène Varlin, pratique militante et écrits d'un militant communiste (Paul Lejeune) ☐
- + La Commune en bandes dessinées ☐
- Les dix jours qui ébranlèrent le monde (John Reed) ☐
- Ma plume au service du prolétariat (Hboran) ☐
- Les enfants de Xisha (Hboran) ☐
- Danger ! Amiante (Collectif intersyndical sécurité des universités Jussieu CFTD, CGT, FEN) ☐
- La Commune de Paris (Lissagaray) ☐
- La Chine à la mort de Mao (Alain Bouc) ☐

Parmi les disques :

- Kan Bale lu poblek breizh, chants pour le peuple breton, soutien aux familles des détenus politiques bretons ☐
- Viva la Vida, Carlos Andreou ☐
- Terre de ma patrie, chants palestiniens de l'intérieur par Mustapha El Kurd et la troupe de Balatine ☐
- Radio Renaissance, chants interprétés par le GAC ☐
- Au choix, disques chiliens : Checca ☐
- Chile ☐ Resistencia ☐
- Naussec ☐
- La Résistance Palestinienne chantée par ses enfants ☐
- Ki Du (Gilles Servat) ☐
- Ça branle dans le manche (François Tusques) ☐
- Le pouvoir des mots (Gilles Servat) ☐
- Dansons avec les travailleurs immigrés (François Tusques) ☐



réuni, dans une ambiance fraternelle, des abonnés-amis du Quotidien. Des participants au voyage ont d'ores et déjà fait part de leur intention de contribuer plus activement à la réalisation du journal, en écrivant régulièrement, en transmettant des correspondances qui enrichiront son contenu.

Ceci est très important car c'est aussi grâce à l'aide des lecteurs que le journal améliorera la qualité de ses articles, afin de prendre toute sa place dans le débat politique qui, à quelques mois des échéances électorales et de leurs lendemains, se déroule parmi les travailleurs.

Les acquis en ce qui concerne la participation des lecteurs, les liens avec le journal, nous nous efforcerons de notre côté de les consolider. Dès maintenant, avec la parution en édition du soir, nous prenons des mesures qui devraient permettre pour nos abonnés, en particulier nos abonnés parisiens, un acheminement plus rapide du journal.

Agißons ensemble pour que le Quotidien du Peuple soit une arme vraiment efficace dans les combats qui s'annoncent pour la révolution socialiste.

sur présentation de la carte abonné ami du Quotidien du Peuple

- Entrée gratuite dans les meetings et réunions du PCRml

- réductions dans certaines librairies et cinémas dans les grandes villes

Librairies

- | | |
|------------------|--|
| Besançon | Lib. Les Sandales d'Empédocle (10%)
Place Victor Hugo - 138 Grande Rue |
| Bordeaux | Lib. Mimesis (10%)
5, bis rue Grassi |
| Bourges | Librairie Nathanaël (10%)
4, cours Avaricum |
| Brest | Lib. Graffiti (10%)
Place St Louis |
| Clermont-Ferrand | Lib. Jean Rome (10%)
1, rue des Gras |
| Lannion | Lib. Giraudon (10%)
30, rue de Kerampont |
| Lille | Librairie Populaire
40, rue Jules Guesdes |
| Lyon | Librairie Populaire (15%)
226, rue Duguesclin (3*) |
| Marseille | Librairie Lire (10%)
Rue Sainte (1*) |
| La Rochelle | Librairie «La Genette» (5%)
Rue Rougemont |
| Nantes | Librairie 71
29, rue Jean Jaurès (10%) |
| Nice | Le Temps des Cerises
50, bd de la Madeleine (10%) |
| Orléans | Les Temps Modernes
Rue, N.-D. de Recouvrance (5%) |
| Paris | Librairie de Valois
25, rue du Valois (1*) (10%)
Les joueurs de A (12% liv. politiques)
9, rue des Lions St-Paul (10%)
L'Harmattan
18, rue des Quatre Vents (6*) (10%)
Tschann
83, bd du Montparnasse (14*) (10%)
Plasma
41, rue Saint Honoré (10%)
33% sur les Ed. P.-J. Oswald
7, rue de l'École Polytechnique (5*) |

Cinémas

- | | |
|-------|--|
| Paris | Saint Séverin
12, rue St-Séverin (5*)
Tarif étudiant : 10 F
La Clef
21, rue de la Clef (5*) (tarif étud.) |
| Lyon | Cinématographe
44, cours Suchet (2*)
Tarif collect. (5 tickets : 40 F)
Le Canut
32, rue Leynaud (1*) (tarif étud.) |

Nom (en capitales)
Prénom
Ville

Date :

Mode de versement : - en une fois ☐ - en trois fois ☐

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix.
Découpez et renvoyez au Quotidien du Peuple

BP 225 75924 Paris Cédex 19.
Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 7713 J.

Abonnement normal 350 F ☐
Abonnement de soutien 600 F ☐
... F ☐

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (200 F à la commande, puis 100 F, et 50 F), échelonnés sur trois mois. Nos abonnés disposeront d'une carte «abonné-ami», qui leur donnera un certain nombre d'avantages, dont nous publions la liste ci-dessus.

PROGRAMME TELE

Mercredi 7 septembre

TF 1

19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Une minute pour les femmes
 19 h 45 - Adieu mes quinze ans
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - Commissaire Moulin police judiciaire
 22 h 00 - Voyage au centre de la matière. Reportage sur l'accélérateur de particules le plus puissant du monde, celui du CERN, à Genève. Avec son «anneau de collision», il a coûté une fortune, mais son coût, chose rarissime, est resté en deçà du devis. Les physiciens qui y travaillent bombardent les particules avec les faisceaux de protons, et surtout, étudient les résultats de ce qui constitue la structure la plus fine actuellement connue de la matière.

23 h 00 - Journal

A 2

19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 45 - En ce temps-là la joie de vivre
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - Un shérif à New York
 21 h 55 - Question de temps René Haby face aux parents d'élèves
 23 h 15 - Journal

FR 3

19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Scènes de la vie de province
 19 h 55 - Flash journal
 20 h 00 - Les jeux de vingt heures
 20 h 30 - Scorpio, film d'espionnage avec Burt Lancaster, Alain Delon et Paul Scofield.

Jeudi 8 septembre

TF 1

19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Une minute pour les femmes
 19 h 45 - Adieu mes quinze ans
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - Cinq à sec, Feuilleton
 21 h 25 - Voyage aux îles du grand-océan
 22 h 15 - Allons au cinéma
 22 h 45 - Journal

A 2

19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 45 - En ce temps-là la joie de vivre
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - De la part des copains, film franco-italien de Terence Young (1970), film policier avec Charles Bronson et liv Ullmann
 22 h 00 - Les jours de notre vie, magazine médical
 23 h 00 - Journal

FR 3

19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Scènes de la vie de province
 19 h 55 - Flash journal
 20 h 00 - Les jeux de vingt heures
 20 h 30 - Cinéma français 1968-1976, l'Ibis rouge, film français de Jean-Pierre Mocky (1975) avec Michel Simon, Michel Serrault et Michel Galabru
 21 h 45 - Un journal, un événement.

JEAN ROSTAND EST MORT



●Fils de l'écrivain Edmond Rostand, Jean Rostand fait des études scientifiques, il est licencié ès sciences en 1914. Quoique réformé il s'engage en 1915, et travaille à l'hôpital du Val-de-Grâce.

Après la guerre, il entreprend des recherches scientifiques. A travers ses premiers livres il vise à faire œuvre de moraliste. A partir de 1929 il publie essentiellement des ouvrages scientifiques.

En 1936, il est l'un des fondateurs de la section de biologie au palais de la découverte. Il est élu à l'Académie Française en 1959.

L'écrivain et biologiste Jean Rostand est mort samedi 3 septembre à l'hôpital de Saint-Cloud. Il avait quatre-vingt trois ans. Ses obsèques se sont déroulées mardi à Ville d'Avray, où il a passé la majeure partie de sa vie.

Contrairement à bien des savants, Jean Rostand était connu par un public assez large. C'est qu'il

avait choisi de consacrer une grande partie de ses écrits à la vulgarisation scientifique en un temps où les travaux scientifiques ne sont accessibles qu'à une minorité de spécialistes. Cette volonté de donner le goût de l'étude de la nature, tout en apportant un grand nombre de connaissances, était servie par une écriture

claire et chaleureuse à la fois.

Ses travaux, qu'il effectuait un peu en franc-tireur, en «chercheur indépendant» l'amènèrent sinon à de grandes découvertes, du moins à de nombreuses observations originales sur la conservation de la semence, par le froid, la parthénogénèse c'est-à-dire la fécondation sans mâle, le développement des embryons...

Mais Rostand n'était pas homme à retenir toute sa vie enfermé dans un laboratoire. Il prit une part active à la lutte contre tout ce qui lui paraissait injuste ou oppressif. Admirateur fer-

vent de Jaurès et pacifiste convaincu, il ne cessa de dénoncer les expériences de la bombe atomique.

Humaniste généreux mais idéaliste, il lui arrivait d'ignorer la réalité agressive de ceux qui chantent les bienfaits de la détente. Jusqu'au bout en tout cas, il s'est passionnément intéressé aux luttes contre les méfaits du capitalisme : tout récemment encore, il venait d'exprimer son opposition au programme électronucléaire du gouvernement en adhérant au Front anti-nucléaire.

VIENT DE PARAÎTRE UNE BROCHURE POUR LE TRAVAIL D'INFORMATION SUR LE NUCLÉAIRE

Les Ateliers Jadis Aujourd'hui (1) viennent de publier un catalogue assez complet des moyens d'information utiles pour mener la lutte contre le programme électronucléaire. Films, montages, diapos, documents, adresses utiles sont répertoriés par chapitres, afin de faciliter la recherche : cela va du chapitre «centrales nucléaires» à l'organisation pratique d'une séance de cinéma en passant par Superphénix, les déchets

radio-actifs, etc... Pour chaque film ou montage, on trouve une fiche technique et un commentaire bref, mais suffisant pour faire son choix. Toute information complémentaire sera la bienvenue, assurent les Ateliers Jadis Aujourd'hui, qui proposent leur brochure au prix de 7 F, port compris (55 F les dix, port compris).

(1) Ateliers Jadis Aujourd'hui 30 390 Domazan
Tel : (66) 01 03 89

Elise ou la vraie vie Claire Etcherelli

Collection «Lettres Nouvelles»
copyright Édition Denoël

61^e épisode

— C'est trop court, n'est-ce pas? Vous n'avez pas le temps de vérifier l'extérieur?

— Oui, monsieur, c'est trop court.

— C'est bon, dit-il, laissez passer tous les feux arrière. Ne les contrôlez plus.

Le grand régleur apparut dans l'encadrement de la portière.

— Qu'est-ce que c'est, monsieur Gilles?

— Tes plafonds. Pas assez tendus, ça fait deux jours que le contrôle les signale.

— Ah?

Il passa la main sur le tissu et des plis apparurent.

— C'est vrai. Mais aussi, éclata-t-il, faut voir ce qu'on m'a donné pour poser ça! Des ratons, rien que des ratons. Ils ne connaissent rien au boulot, et avec ça, d'une paresse...

— Dis donc, coupa Gilles, tu es sûr qu'on leur explique bien le travail?

— Vous pensez! C'est moi qui leur explique.

— Je vais quand même aller les voir.

Le régleur descendit de la voiture.

— Il est raciste, n'est-ce pas? demandai-je à Gilles.

Il négligea ma question.

— Je vous verrais mieux dans les bureaux, dit-il. Je m'en occuperai en janvier, après les fêtes.

Je ne dis rien, mais je pensai : «Après les fêtes, je ne serai plus là.»

Arezki venait vers moi. J'essayai de l'éviter, mais il me tendit un coton imbibé d'essence, et je le remerciai.

— Je vous verrai ce soir? A l'autobus, comme la dernière fois. On marchera un peu.

Il se pencha pour me dire à l'oreille :

— J'ai à vous parler.

Le régleur nous regardait. Il était dans la voiture face à nous, accompagné de Gilles qui mesurait les pavillons. Je ne lus rien dans ses yeux, il me regardait simplement, mais je rougis comme une coupable. Les moteurs ralentirent, la sonnerie nous délivra.

— Bon, dit Gilles en descendant, c'est l'heure. On y va. Vous mangez à la cantine, mademoiselle Letellier?

— Non, au vestiaire.

— Vous mangez froid?

Ce soir-là, Arezki ne fila pas avant l'heure. Quand il me vit ranger ma plaque, il vint derrière

moi et me dit très vite :

— A tout à l'heure, je vous attends.

Nous descendîmes à la Porte des Lilas, comme la dernière fois. Le trajet m'avait paru long.

Et nous nous enfonçâmes dans l'ombre de la rue des Glâzeuls.

— On marche un peu, d'abord? avait questionné Arezki.

Je jugeai cela de mauvais augure.

C'était une rue courte, mal éclairée. Arezki en veston, les mains aux poches, le cou dans les épaules, et moi tenant mon sac contre la hanche, nous marchions lentement. Il me dominait de vingt centimètres. J'attendais qu'il parlât le premier. Il dit d'abord des banalités : le froid, l'hiver, c'est bon de quitter l'usine. Je répondis avec lassitude.

— L'autre soir, dit-il, je vous ai parlé d'anniversaire. Mais je suis né au mois de juillet.

— Ah oui?

— Oui. Je voulais vous le dire, parce qu'en vous écoutant, après je regrettais de vous avoir dit ça.

— Mais pourquoi l'avez-vous dit?

Arezki haussa les épaules.

— Comme ça. Pour que ce soit oui.

Nous étions arrivés au coin de la rue. Il hésita sur la direction à prendre. Finalement, nous retournâmes vers le boulevard Serrurier.

— Ce n'est pas grave. Vous aviez un moment de cafard, vous souhaitiez une présence. Mais il ne fallait pas vous excuser.

— Oui, c'est juste. Je vous retarde. Vous avez peut-être des occupations ailleurs. Marcher la nuit, au froid...

à suivre

le liban dans la fausse paix 1

Le voyageur à qui l'on a détaillé l'ampleur des destructions subies par la capitale libanaise découvre non sans surprise à son arrivée, que la plupart des quartiers sont restés pour l'essentiel intacts. C'est sur des lignes de front bien précises : le long de l'artère qui sépare les quartiers chrétien et musulman de Ain el Remaneh et Chiah, dans le secteur du musée et celui des grands hôtels, et dans l'ancien centre-ville, autrefois pullulant de petites boutiques, que la guerre a laissé le plus de traces. Ici, les incendies n'ont laissé que les murs nus et noircis ; là, il n'est pas un petit coin des façades qui n'ait reçu une balle ou une roquette ; un immeuble, effondré à la base sur un côté, a conservé ses structures, dangereusement penchées sur les ruines.

La vie, cependant, a repris ses droits : les commerçants du centre qui n'ont pas trouvé place en plein air devant leurs anciens magasins se sont rassemblés au bord de la mer, sous des auvents de fortune qui longent la côte sur des centaines de mètres. Ce Liban, qui déjà a commencé à se reconstruire, reste suspendu

entre la paix et la guerre. La guerre, elle est présente au Sud, zone «interdite» par Israël à la force arabe qui doit garantir ailleurs le cessez-le-feu : elle continue à y opposer, Palestiniens et sionistes, mais aussi, aux côtés des premiers, de nombreux patriotes libanais ; et, armés par les seconds, les forces fascistes qui ont allumé le conflit voici trois ans au Liban.

La guerre pourrait, un jour, renaître de la rupture de l'un ou de l'autre des équilibres délicats instaurés dans le pays : entre les différentes forces libanaises, entre celles-ci et la résistance palestinienne, entre pays arabes, entre les divers impérialismes qui entretiennent ici, qu'ils soient russe, américain, ou français, un personnel «diplomatique» sans rapport avec la taille du pays.

Prolongement de la Palestine au Nord, le long de la côte, le Liban partage avec elle, depuis des siècles, son rôle de lieu de passage décisif. Jamais, aussi longtemps que pèsera sur le Moyen Orient l'hypothèse de l'occupation sioniste, il ne pourra espérer trouver la tranquillité.

Une mainmise syrienne plus limitée qu'on ne croit

Reportage de Jean LERMET et Yomna EL KHALIL

Les lourds camions qui emmènent à Damas et en Jordanie la cargaison des navires déchargés au port de Beyrouth, ont repris leur navette sur la route de la montagne. Sur leur chemin, à 1 000 mètres d'altitude, la villégiature de Bhamdoun n'est plus guère fréquentée par les riches touristes d'Arabie Saoudite ou du Koweït qui faisaient sa fortune. Ici, s'est déroulée la dernière bataille avant le cessez-le-feu qui mit fin en octobre 1976 (sauf au Sud) à la guerre de deux ans.

Une véritable bataille

D'un côté, l'armée régulière syrienne, avec ses chars, son artillerie lourde, son infanterie nombreuse et disciplinée. De l'autre, cinq cents combattants, Libanais et Palestiniens, décidés à lui faire payer le plus cher possible son avance.

Nous avons parcouru le terrain avec l'un d'eux, officier du Fath. Les opérations se lisent dans la pierre. Ici, pas de façades criblées de balles et de roquettes sur des centaines de mètres, comme à Beyrouth. Mais sur un point précis, les immeubles ont été complètement détruits, écrasés par l'artillerie syrienne qui pilonnait depuis la plateforme dominante de Roueissat : la disposition générale de la ville et des défenses mises en place par les fedayin faisaient de ce secteur le point-clé, dont leurs adversaires devaient s'emparer à tout prix pour se rendre maîtres de la localité.

Un rapport de forces politico-militaire

Cela n'a pas été sans mal : il a fallu une journée entière d'assauts. Et, après trois jours de combats, l'armée d'Hafez el Assad n'avait progressé que de quelques kilomètres sur la route de Beyrouth.

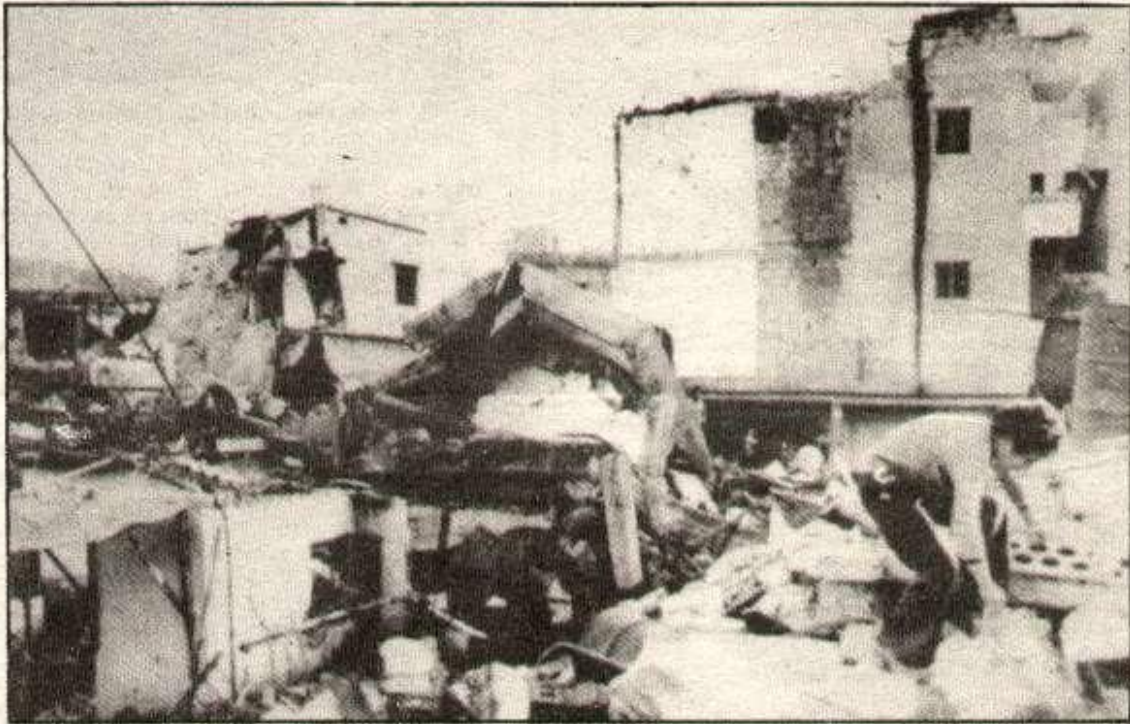
Poursuivre au delà, c'était se heurter à Aley, verrou fortifié de manière bien plus solide encore. Certes, sur un plan strictement militaire, les combattants palestiniens et libanais n'étaient pas en mesure d'empêcher l'armée syrienne de prendre Beyrouth de

vive force, si elle y mettait tout son poids. Mais, chaque combat prenait évidemment sa place dans le rapport de forces politique du moment.

Ce qu'a démontré la bataille de Bhamdoun, c'est que la Résistance Palestinienne était en mesure de faire payer très cher au régime syrien la poursuite de sa marche militaire sur la capitale libanaise. En même temps qu'elle se déroulait, à la conférence de Riyad, Hafez el Assad refusait l'offre de Yasser Arafat, qui lui proposait de lui remettre les dépouilles des soldats syriens tués dans les engagements : c'eût été reconnaître l'importance de ses pertes — 500 hommes mis hors de combat, tandis que les défenseurs de Bhamdoun ne perdaient que vingt-cinq de leurs camarades. Il aurait donc fallu au régime syrien accepter une longue et dure bataille pour parvenir à écraser militairement la Résistance, et celle-ci venait de le faire savoir.

L'échec de la mainmise

Soumis par ailleurs à la pression des autres pays arabes, le président syrien devait alors accepter d'interrompre son offensive. Et si l'armée syrienne, un peu plus tard, faisait effectivement son entrée à Beyrouth, ce n'était plus du tout dans les mêmes conditions : elle laissait à des forces à peu près intactes de la Résistance Palestinienne le loisir de se replier vers le Sud, où elles allaient poursuivre le combat contre Israël ; n'ayant pas pu efficacement user de sa force militaire contre l'OLP, Assad n'allait pas parvenir non plus à la mettre politiquement à son service. Le président syrien, à l'époque, ne faisait pas mystère de son ambition de remplacer à la tête de l'Organisation de la Palestine Yasser Arafat par un homme dévoué aux intérêts de Damas. Moins d'un an après, le Conseil Central Palestinien vient de se réunir dans la capitale syrienne ; en présence de Yasser Arafat, toujours président de l'OLP. Et l'accord qui a été signé entre Palestiniens et Syriens au mois de juillet à Chtaura laisse plutôt penser que la Syrie ressent aujourd'hui le besoin d'une alliance avec l'OLP.



L'équilibre inter-arabe

Non seulement l'armée syrienne n'est pas entrée en conquérante à Beyrouth, mais elle n'y est pas entrée seule. Certes, les contingents d'autres pays arabes qui figurent à ses côtés peuvent sembler symboliques. Mais l'ensemble de cette force agit sous la direction d'un comité quadripartite qui comprend, aux côtés de la Syrie, l'Égypte, l'Arabie Saoudite et le Koweït.

Ainsi, Damas, a dû accepter un droit de regard politique dans les affaires libanaises pour l'Égypte sur le pays. Dans un monde arabe où nombre d'États restent candidats en puissance à diriger l'unification de l'ensemble, un pouvoir sans partage de Damas sur la Jordanie, le Liban et l'OLP aurait donné trop de poids à la Syrie dans les équilibres de forces.

La «force de dissuasion»

Désormais, à peu près les seules armes visibles dans les rues de la capitale sont celles des forces arabes. Syrien, sur-

tout, mais aussi Saoudiens, Yéménites du Sud, Soudanais... Partout, dans le secteur autrefois entre les mains du «mouvement national», leurs barrages se dressent au coin des rues, aux carrefours stratégiques. Une barrière métallique d'avertissement, quelques soldats de garde, un nid de mitrailleuse ou d'artillerie légère : chacun des véhicules qui passe ralentit, s'arrête à la hauteur du militaire de garde. Parfois, celui-ci demande à voir les papiers des passagers ; moins souvent, on fait ranger la voiture pour une fouille sommaire, histoire de vérifier qu'elle ne transporte pas d'armes.

Entre ces soldats et la population, pas plus d'animosité que celle qui oppose les gens à une force de police quelconque. Fréquemment, on peut voir les soldats de la «force de dissuasion» bavarder avec les gens, installés même avec eux devant un café, à la porte des maisons.

L'impression qui prévaut n'est pas celle d'une force d'occupation. C'est qu'ici, la communication est facile : on se trouve entre gens qui parlent la même langue, qui ont une histoire commune, celle de la nation arabe, et dont beaucoup espèrent un jour retrouver l'unité d'un monde fractionné par l'impérialisme.

Liban province arabe

Le Liban, après tout, n'a été séparé de la Syrie que depuis l'intervention française, après la première guerre mondiale. Son histoire, depuis son accession à l'indépendance en 1943, n'a cessé d'être le terrain de parcours politique des États et des partis arabes. On est ici, couramment, plutôt que membre d'un parti proprement Libanais, nassérien, comme en Égypte, baassiste, comme en Syrie ou en Irak, ou depuis quelques années, membre de la Résistance Palestinienne : de nombreux Libanais sont directement membres des organisations palestiniennes comme le Fath.

Le gouvernement du Liban lui-même, depuis l'indépendance a subi à maintes reprises les contre-coups de la situation générale dans le monde arabe : de 1958 à 1964, pas un premier ministre n'était nommé à Beyrouth par le président Chehab sans l'assentiment de Nasser. De son côté, la Syrie a toujours disposé d'un droit de regard plus ou moins étendu, et la police syrienne jouit dans le pays d'une sorte de droit de poursuite traditionnel : à plusieurs reprises, des adversaires des régimes de Damas ont été enlevés au Liban sans que les autorités locales fassent quoi que ce soit pour s'y opposer.

(à suivre)